

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉGLEMENTATION
DU COMMERCE, DES PROFESSIONS

ET DES PETITES INDUSTRIES

SUR LA VOIE PUBLIQUE A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 28 octobre 1908, à 8 heures 1/2 du matin

PAR

Fernand H. GOUJON

Secrétaire du Directeur du Cabinet du Préfet de Police

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : { MM. JACQUELIN, professeur.
 TISSIER, professeur.

PARIS

HENRY PAULIN ET C^{ie}, ÉDITEURS

21, RUE HAUTEFEUILLE, VI^e

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉGLEMENTATION DU COMMERCE, DES PROFESSIONS

ET DES PETITES INDUSTRIES

SUR LA VOIE PUBLIQUE A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 28 octobre 1908, à 8 heures 1/2 du matin

PAR

Fernand H. GOUJON

Secrétaire du Directeur du Cabinet du Préfet de Police

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : { MM. JACQUELIN, professeur.
TISSIER, professeur.

PARIS

HENRY PAULIN ET C^{le}, ÉDITEURS

21, RUE HAUTEFEUILLE, VI^e

1908

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Parmi les attributions conférées aux corps municipaux en matière de police, il en est une qu'il convient tout spécialement de mettre en lumière avant d'aborder dans le détail la question qui fait l'objet de la présente étude : nous voulons parler de la nécessité pour l'autorité municipale, représentée par le maire en tant qu'organe exécutif, d'assurer sur toute partie de la voie publique la liberté de la circulation et la sécurité des individus.

Cette obligation revêt à bon droit, dans une ville comme Paris, un caractère dont l'importance ne saurait échapper à personne. Les besoins de l'activité, qui, sous les formes les plus diverses, règne dans les rues, boulevards, quais et places publiques de la capitale, risqueraient de souffrir beaucoup, si les autorités compétentes, tout en apportant un soin particulier à les satisfaire, ne s'appliquaient à édicter en faveur de la liberté comme du bien-être de tous, certaines prescrip-

tions restrictives de la liberté de chacun. Ces autorités sont en l'espèce, le préfet de la Seine et le préfet de police, qui tous deux, dans la limite de leurs pouvoirs respectifs, se partagent, comme on sait, les fonctions de maire de Paris. Il est toutefois utile de rappeler, qu'en ce qui concerne plus spécialement cette partie des attributions des maires qu'est la police municipale, le préfet de police demeure investi, dans la cité parisienne, d'une autorité très étendue. En effet, exception faite des objets mentionnés au décret du 10 octobre 1859 (1) et à la différence de son collègue qui ne détient que des pouvoirs limités en matière de police municipale, le préfet de police exerce sur ce point toutes les attributions dévolues aux maires et cela, sans préjudice

1. Le décret du 10 octobre 1859 a apporté un certain nombre de restrictions aux pouvoirs que le préfet de police tenait du législateur de l'an VIII. Il a fait passer sous la juridiction du préfet de la Seine les attributions suivantes : la petite voirie, l'arrosage, l'éclairage, l'enlèvement des boues, neiges et glaces, le curage des fosses d'aisance ; les permissions pour établissement sur la rivière, les canaux et les ports ; les traités et tarifs concernant les voitures publiques, et la concession des lieux de stationnement de ces voitures et de celles qui servent à l'approvisionnement des halles et marchés ; la boulangerie et ses approvisionnements ; l'entretien des édifices communaux ; les baux, marchés et adjudications relatifs aux services administratifs de la Ville de Paris.

Réserves toutefois étaient faites pour les baux intéressant la circulation, l'entretien, l'éclairage de la voie publique et la salubrité, soumis à l'approbation du préfet de police, ainsi que les marchés et adjudications relatifs aux services spéciaux de la préfecture de police, qui devaient continuer à être passés par les soins de cette administration.

de celles qui, en vertu de l'arrêté du 12 messidor an VIII, lui ont été plus particulièrement conférées.

Au cours de l'exposé qui va suivre, touchant la réglementation du commerce, des professions et des petites industries sur la voie publique parisienne, sujet qui se rattache très étroitement d'ailleurs, à la question de la liberté de la circulation, nous aurons l'occasion de constater, qu'en la matière, le droit de réglementation appartient surtout au préfet de police. Nous ne verrons le préfet de la Seine intervenir que là où un intérêt fiscal se trouvera en jeu, et toutes les fois qu'à l'occasion d'un acte de commerce quelconque, la perception d'une taxe au profit de la caisse de la ville apparaîtra comme une conséquence naturelle de la réglementation formulée.

Ceci posé, et en raison de la complexité des objets que nous nous proposons de mettre à l'étude, il convient que nous fassions dès l'abord connaître les grandes lignes de notre travail.

De suite, nous avons écarté tout ce qui concerne la réglementation des industries de transport, qu'il s'agisse du transbordement des marchandises ou du transport des voyageurs dans l'enceinte de Paris. A ce sujet, on pourra nous objecter, qu'en considération du titre proposé, une étude des conditions de l'exercice des professions de cocher de fiacre ou de conducteur de taxi-mètre automobile, devraient trouver dans ces pages une place nécessaire. A dire vrai cependant, outre qu'il ne s'agit point ici d'exposer la réglementation des moyens

de transport à Paris, il est utile d'observer que la circulation des véhicules de tout genre et de tout usage, apparaît comme un fait naturel quant à la destination normale de la voie publique. Sans doute, il a été nécessaire de prendre des précautions, d'édicter des prescriptions multipliées pour que la circulation de ces véhicules occasionnât le moins de gêne possible ; il n'en est pas moins exact que l'incontestable utilité de la circulation des voitures peut, à la rigueur, faire passer sur certains inconvénients. Le Parisien se plaindra des embarras de véhicules qui, à un moment donné, lui rendent plus difficile le passage de la chaussée, mais il ne songera pas à s'insurger contre l'existence du grand nombre de moyens de communication qui, à toute minute à sa disposition, peuvent être pour lui l'occasion d'une précieuse économie de temps.

La question est autre si, à côté des modes de transport, on considère cette variété bien connue de faits qui, sans présenter un aussi indiscutable caractère de nécessité, n'en apparaissent pas moins comme autant d'entraves à la liberté de la circulation.

En parcourant les voies de la capitale, on est, en effet, immédiatement frappé de la multiplicité des obstacles que suscite à la circulation l'exercice d'un grand nombre de commerces, de professions ou d'industries qui se pratiquent dans la rue. Sur presque tous les points de la ville, et à toute heure du jour, des *marchands des quatre-saisons*, admis ou non au stationnement, se ren-

contrent sur la chaussée ; à certains jours de la semaine, des *marchés* occupent la voie publique ; à certaines époques de l'année des *baraques foraines* s'installent périodiquement sur les grandes places. Quant aux trottoirs, le passant devrait pouvoir y circuler à l'aise. D'un côté se succèdent de place en place les *colonnes Morris*, les *kiosques* à journaux, à fleurs, à rafraîchissements, les *urinoirs*, les *becs de gaz*, les *arbres*, les *avertisseurs d'incendie*, les *boîtes aux lettres* ; l'autre côté, celui des maisons, est envahi par les *terrasses* des restaurants et des cafés, ou les *étalages* en saillie des marchands en magasin. Encore ne parlons-nous pas des *commissionnaires*, des *camelots*, des *hommes-sandwichs*, des *distributeurs de prospectus*, des gens porteurs de paquets, des voitures d'enfants, etc...

Il est vrai que la rue parisienne apparaît comme très propice au développement d'une activité commerciale particulière. L'affluence qui y règne continuellement est bien de nature à favoriser sur la voie publique même, la possibilité des actes de vente et à faire éclore chaque jour de nouvelles professions à côté de celles qui ont déjà trouvé intérêt à s'y exercer. Une grande partie de la population pauvre vit uniquement de quelque commerce, industrie ou profession qui exploite la voie publique, et il est certain, d'autre part, que beaucoup de boutiquiers ne feraient que fort peu d'affaires, si leurs étalages, au risque d'encombrer le trottoir entier, n'offraient pas le plus souvent à celui qui passe, l'occasion

de faire sur son chemin des emplettes imprévues.

Nous aurons, d'ailleurs, à examiner ces questions au cours de notre travail, et il suffit pour l'instant, d'indiquer la progression que devra suivre cette étude.

Nous ne nous sommes placé ici, qu'à l'unique point de vue de la nécessité d'une libre circulation dans les rues, et c'est pourquoi nous avons classé les divers actes de commerce et les professions de la rue, suivant qu'il s'y révèle des dérogations plus ou moins graves à ce principe fondamental.

Une triple distinction nous a paru s'imposer. Nous examinerons en premier lieu ce qu'il convient d'appeler les *professions ambulantes proprement dites*, c'est-à-dire celles qui, susceptibles de s'exercer conformément à la destination normale de la voie publique, sont censées apporter le moins de gêne à la circulation, par exemple celles des *marchands ambulants des quatre-saisons, des colporteurs, des camelots, des commissionnaires*, et d'une manière générale, de tous les individus qui, circulant sur la voie publique, offrent leur main-d'œuvre immédiate (*vitriers, raccommodeurs de faïence et de porcelaine, etc.*) ou vendent des produits de leur industrie personnelle.

En second lieu, nous aurons à étudier des dérogations beaucoup plus graves. Ici, en effet, il n'y aura pas simplement circulation sur la voie publique avec arrêt pour les courts instants nécessaires à la vente ou à l'exercice de l'industrie, mais bien une *occupation*

temporaire et prolongée des rues et des places. Dans ce cadre, nous ferons notamment rentrer : *les fêtes foraines, les marchés périodiquement établis dans certaines rues de la capitale, et enfin les étalages.*

En troisième lieu, il nous restera à envisager, non plus seulement les cas où l'on peut relever une occupation temporaire de la voie publique, mais ceux où l'on se trouve en présence d'*installations permanentes* dont les kiosques à journaux nous fournissent un exemple type.

Cette étude enfin ne serait pas complète, si nous laissions, en dehors de notre examen, certaines questions, qui, pour être d'ordre secondaire, n'en présentent pas moins un véritable intérêt : ce qui a trait, par exemple, à la liberté pour les petits marchands, de « crier » leur marchandise et de faire usage d'instruments bruyants, comme aussi toutes celles des manifestations extérieures du commerce en magasin qui sont de nature à exercer sur la circulation une action perturbatrice. Tel est le cas, par exemple, de la *publicité lumineuse* qui, sous ses formes diverses, est susceptible de provoquer sur certains points des rassemblements prolongés, au grand détriment de la commodité du passage.

Bien que notre exposé ne prétende certes point à résoudre, ni même seulement à énoncer tous les problèmes que soulève la question si complexe de la cir-

culatlon dans Paris, il aboutira néanmoins à des conclusions.

Nous aurons, en effet, à déterminer si, d'un côté, la nécessité s'impose d'une réglementation très sévère et largement prohibitive, ou au contraire, s'il y a lieu de favoriser l'extension sur la voie publique, soit des actes de commerce, soit des professions qui y trouvent la raison d'être de leur existence. Peut-être même aurons-nous dans certains cas plusieurs solutions à proposer suivant les espèces et les circonstances, telles que nous aurons réussi à en préciser le caractère

CHAPITRE PREMIER

PROFESSIONS AMBULANTES, PROPREMENT DITES

I

MARCHANDS DES QUATRE-SAISONS

A. — **Historique.** — L'ordonnance de police du 6 octobre 1851 est le premier texte qui ait régi, à Paris, la vente en ambulance des marchandises des quatre saisons. Jusqu'à cette époque ce genre de commerce avait été laissé libre, mais à vrai dire, l'expérience avait démontré les multiples inconvénients de cette liberté. La voie publique était journellement embarrassée par un grand nombre de marchands ambulants qui faisaient usages de charrettes à bras, de brancards et d'appareils divers, le plus souvent, d'assez grandes dimensions. La présence dans les rues de Paris, non seulement de ces vendeurs, mais aussi de petits industriels se bornant à colporter, sans appareil, les marchandises qu'ils offraient en vente aux passants, était une cause continue d'accidents et de gêne sur la voie publique.

Les besoins grandissants d'une circulation de jour en jour plus intense, s'accommodaient mal d'un pareil état de choses. Un grand nombre de voies publiques étaient devenues de véritables marchés permanents. Les marchands ambulants se réunissaient, de préférence, dans les centres les plus fréquentés où ils pouvaient très avantageusement exercer leur profession. Ils s'y accumulaient même, et leur présence était l'occasion d'encombres continuels, au plus haut point préjudiciables à la liberté comme à la sécurité de la rue.

Ce n'est pas tout : ces vendeurs faisaient aux commerçants établis une concurrence qui soulevait, de la part de ces derniers, de fort légitimes récriminations. Affranchis des charges de loyer qui résultent d'un établissement en boutique ; dispensés de plus de l'obligation de payer patente (1), ils pouvaient, sans encourir de grands risques, vendre à très bon marché. Comme enfin, aucune réglementation ne leur interdisait de stationner à proximité des magasins où se trouvaient exposées des marchandises identiques aux leurs, ils causaient, de ce fait, aux marchands patentés un tort considérable.

1. Aux termes de l'article 13 de la loi du 25 avril 1844, § 6, ne sont pas assujettis à la patente : « les personnes qui vendent en ambulance dans « les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés, soit des fleurs, « de l'amadou, des balais, des statues et figures en plâtre, soit des fruits, « des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du fromage et autres « menus comestibles ; — Les savetiers, les chiffonniers au crochet, les « porteurs d'eau à la bretelle ou avec voiture à bras, les rémouleurs ambulants... »

Si dans un intérêt public, l'administration obligeait déjà les marchands des boutiques à réduire leurs étalages à la saillie fixée par les règlements, elle devait, en retour, les protéger contre une concurrence par trop désavantageuse. Depuis longtemps, du reste, le conseil municipal de la Ville de Paris avait émis des vœux (1) tendant à faire cesser l'encombrement qui résultait pour les voies publiques, de la trop grande liberté laissée aux marchands des quatre-saisons.

L'administration de la Préfecture de police, à qui incombe le devoir d'assurer la liberté et la sécurité de la circulation, devait, à son tour, se préoccuper de cet état de choses et examiner les mesures qu'il convenait d'adopter pour remédier aux inconvénients signalés ; toutefois, elle reconnut, avec juste raison, qu'il ne pouvait être question de recourir, en l'espèce, à un système d'absolue prohibition.

Par ce fait même que les marchands des quatre-saisons pouvaient offrir leurs marchandises à des prix relativement peu différents du prix de revient, ils facilitaient à la population ouvrière et pauvre les moyens de se procurer, à bon marché et rapidement, les denrées dont elle fait habituellement usage pour son alimentation. On ne pouvait perdre de vue ce principe qui est précisément une des principales raisons d'être du maintien de cette forme de commerce.

1. Séances des 31 juillet 1839, 10 décembre 1840 et 8 août 1851.

Ce qu'il convenait toutefois de faire, c'était de limiter le nombre des marchands dans des proportions telles, qu'il fût à la fois suffisant pour assurer la satisfaction des besoins de la population, et assez mesuré cependant pour ne pas donner lieu à d'inévitables encombrements sur la voie publique.

Tel fut l'objet de l'ordonnance de police du 6 octobre 1851 qui soumit la profession de marchand des quatre-saisons à une autorisation, et fixa à 4.500 le nombre maximum des permis à accorder. Dans la suite, divers textes devaient apporter des modifications à la réglementation primitive, à savoir : les ordonnances de police des 28 décembre 1859 et 30 décembre 1865, celles du 10 juillet 1900 (art. 377 à 381) et du 24 juillet 1902, et aussi la circulaire du 22 décembre 1891.

Toutes ces dispositions successives, de même que les décisions intervenues postérieurement en la matière, ont enfin été réunies, et en quelque sorte codifiées récemment, dans une nouvelle ordonnance rendue par le préfet de police à la date du 12 septembre 1906.

B. — La réglementation actuelle. — L'article 1^{er} de l'ordonnance du 12 septembre 1906 débute par une prohibition d'ordre général que l'on retrouve dans les ordonnances antérieures, et que nous aurons l'occasion de rappeler au cours de ce travail ; en voici le texte :

*« A moins d'une autorisation spéciale, il est interdit
« de circuler sur la voie publique et d'y stationner en*

« *quête d'acheteurs avec des marchandises ou denrées
de quelque nature que ce soit, exposées en vente sur
des étalages portatifs, dans des paniers ou sur des voi-
tures à bras...* »

Tout acte de vente, quel qu'il soit, est donc en principe, interdit sur la voie publique. Nous sommes loin, on le voit, du régime antérieur à 1851. Désormais, en la matière, la liberté devient l'exception, l'autorisation la règle. Ainsi se trouve dès l'abord implicitement sauvegardé le principe de la limitation nécessaire du nombre des petits vendeurs sur la voie publique, et en particulier des marchands de quatre-saisons dont l'ordonnance régleme la profession d'une manière plus spéciale.

1° *Du recrutement des marchands des quatre-saisons.*

Sous le régime qu'elle institue, quiconque désire exercer la profession de marchand ambulant des quatre-saisons, doit adresser à cet effet une demande de permission à la Préfecture de police (1).

L'article 5 de l'ordonnance détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire les pétitionnaires : « *Ils devront justifier de la qualité de Français, être âgés de 30 ans révolus, et résider depuis au moins trois an-*

1. La quatrième section de l'Inspection divisionnaire de la circulation et des transports est chargée de la centralisation de ces demandes.

nées consécutives à Paris. » Il va sans dire que les candidats doivent être en outre irréprochables au double point de vue de la conduite et de la probité.

Si l'on remonte à l'ordonnance de 1859, on remarque que les seules conditions exigées étaient alors la qualité de Français et une année de domicile dans la ville de Paris. Ces dispositions étaient donc très larges, puisque non seulement aucune condition d'âge n'était spécifiée, mais que d'autre part la justification d'une situation nécessaire — condition portée dans le texte de septembre 1906 — n'était pas même exigée.

Il est probable qu'à cette époque les candidats n'abondaient pas comme à présent. L'examen des archives du service des quatre-saisons démontre qu'on attribuait alors indifféremment la *médaille*, non seulement à des gens âgés, de santé précaire ou chargés de famille, mais aussi à de jeunes hommes très valides, souvent célibataires, et parfois même à des mineurs de l'un ou l'autre sexe. On peut induire de cette constatation que le chiffre maximum des permissions à accorder était rarement atteint, et il est vraisemblable que la Préfecture de police avait toujours une médaille disponible pour quiconque la sollicitait.

A l'heure actuelle, la situation s'est singulièrement modifiée : le grand nombre des demandes qui parviennent au service des quatre-saisons (1) oblige l'adminis-

1. En moyenne, sept à huit demandes nouvelles par jour, soit entre 2.500 et 2.900 par année.

tration préfectorale à écarter la plupart d'entre elles, ou à en ajourner *sine die* la délivrance. Il faut d'ailleurs ajouter encore que le chiffre des demandes nouvelles serait beaucoup plus élevé sans les conditions éliminatoires de l'article 5 de l'ordonnance en vigueur. Ces dispositions préviennent, en effet, beaucoup de requêtes prématurées et qui, le plus souvent, seraient formulées par des individus suffisamment aptes à exercer un autre métier.

Le chiffre des permissions antérieurement fixé à 6.000 (1) s'élève aujourd'hui à environ 9.500. On comprend que l'administration, dans un but certes des plus louables, ait à cœur de soulager le plus d'infortunes possible, et c'est ce que prouve d'ailleurs la progression lente sans doute, mais toujours constante, du nombre des marchands permissionnés.

Il n'en est pas moins vrai que s'engager plus avant dans cette voie créerait un état de choses des plus préjudiciables à la liberté de la circulation dans Paris (2).

1. Pour l'« Ancien Paris » 3.600 et 2.400 pour le « Nouveau Paris » aux termes de la circulaire du 22 décembre 1891.

2. On pourra nous objecter ici que l'augmentation progressive du nombre des marchands des quatre-saisons doit naturellement suivre le mouvement d'accroissement de la population parisienne, en raison du plus grand nombre de besoins à satisfaire. Il ne faut cependant pas perdre de vue que si la population tend à s'accroître, la circulation dans les rues, places et voies publiques de la capitale, devient, elle aussi, de jour en

A notre avis, il y aurait lieu de s'en tenir uniquement au chiffre de marchands actuellement autorisés, et de ne pas créer de nouvelles médailles, même à titre purement exceptionnel. On se bornerait à n'accorder de permissions qu'au fur et à mesure des vacances qui pourraient se produire, soit pour cause de décès, soit en raison des démissions ou — ce qui est très rare — de mesures disciplinaires (retrait définitif de la médaille).

Toutes les demandes donnent lieu à une enquête faite par les soins d'un commissaire de police. Ce magistrat est chargé de vérifier si les candidats remplissent les conditions d'âge, de résidence et de nationalité voulues. Il doit notamment éclairer l'autorité préfectorale, sur le point de savoir si, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance, les pétitionnaires sont réellement nécessaires, s'ils se trouvent par exemple dans un état de santé qui leur interdit l'exercice de leur métier habituel, ou s'ils sont chargés de famille.

On ne saurait trop insister d'ailleurs sur ce fait que les médailles ne sont délivrées qu'à des personnes nécessaires. Il y a là une justification importante de la dérogation apportée à l'obligation qui incombe à l'au-

jour plus intense et partant plus difficile en raison de l'extension inévitable des divers modes de transport.

L'autorité préfectorale a donc le devoir de limiter strictement en la matière, le chiffre de ses autorisations, pour éviter de laisser se multiplier de son fait les obstacles déjà si nombreux, qui incommode la circulation dans Paris.

torité municipale d'assurer sur la voie publique la liberté de la circulation et la commodité du passage. On accomplit ainsi une bonne action, et on donne les moyens de vivre à toute une catégorie de pauvres gens qui, sans la faveur que leur accorde l'administration, seraient peut-être une charge de plus pour l'Assistance publique.

Est-ce à dire, cependant, que la Préfecture de police agisse en l'espèce et à proprement parler, en tant qu'auxiliaire officiel ou non de l'Assistance publique ? Tel n'est pas ici le cas. Alors, en effet, que les institutions d'assistance viennent au secours de leurs pauvres notamment par des dons en espèce ou en nature, ceux qui se mettent en instance pour obtenir la délivrance d'une médaille de marchand des quatre-saisons, sollicitent moins une aumône qu'un moyen de travail propre à les tirer de la misère, eux et leur famille. L'autorisation qui leur est délivrée constitue néanmoins un mode spécial d'*assistance par le travail*, et l'on peut dire à cet égard que la Préfecture de police accomplit en l'espèce une œuvre éminemment salubre, dont la portée sociale n'est pas à nier.

2^e Carnets et médailles.

Les marchands autorisés à vendre sur la voie publique reçoivent gratuitement à la Préfecture de police

une médaille en cuivre portant leur nom et les lettres initiales de leurs prénoms, ainsi que le numéro de l'autorisation. Il est enfin délivré aux marchands des quatre-saisons un carnet contenant, avec un extrait de l'ordonnance de 1906, leur photographie.

Avant la circulaire du 22 décembre 1891, on donnait une permission sur timbre à 0 fr. 60. Cette permission était accompagnée d'une médaille *carrée* pour le *Nouveau Paris*, et *ovale* pour l'*Ancien Paris*. La médaille coûtait au bénéficiaire 0 fr. 85, soit avec le timbre 1 fr. 45. Ces sortes de permissions et les médailles ont été échangées, à partir de 1891, contre le carnet à photographie, et une médaille dont le prix était abaissé à 0 fr. 50. Ces médailles d'un modèle nouveau sont *carrées* pour le *Nouveau Paris* et *rondes* pour l'*Ancien Paris*.

Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1895 que la médaille et le carnet ont été délivrés gratuitement. Le paiement du carnet et de la médaille n'est désormais exigé qu'en cas de perte (1); il est bon d'ajouter qu'il ne peut être délivré deux médailles ou permissions aux membres d'une même famille (2).

La médaille doit être portée d'une façon très apparente, de manière à être facilement aperçue par les

1. Aux termes de l'article 16 de l'ordonnance de 1906, les marchands ambulants qui auront perdu leur médaille ou leur carnet, devront en faire immédiatement la déclaration au commissaire de police de leur quartier. Les duplicata ne sont jamais délivrés qu'après enquête.

2. O. P. 12 septembre 1906, art. 3.

agents de l'autorité. En fait, il n'en est pas toujours ainsi, et par là le contrôle est rendu plus malaisé (1).

A notre avis, la médaille devrait être obligatoirement portée au bras, par exemple, ou au cou. De ce fait, la surveillance de l'Administration serait rendue plus facile, et les occasions de sévir deviendraient beaucoup moins fréquentes. Cette question a bien son importance: c'est ainsi que les médailles délivrées aux commissionnaires des rues par la première division de la Préfecture de police, aux cantonniers des stations de voitures de place, par la Police municipale, et aux porteurs aux Halles par l'Inspection des halles et marchés, se portent, réglementairement, à la boutonnière. Les médailles délivrées par le Bureau du personnel aux ouvriers de portières sont portées avec un ruban autour du chapeau ou de la casquette. Ainsi elles sont très visi-

1. Les marchands des quatre-saisons, il faut bien le reconnaître, mettent fort peu de bonne volonté à se conformer aux prescriptions qui leur enjoignent le port apparent de la médaille. C'est qu'il leur est ainsi plus facile de frauder, et notamment lorsque, seulement autorisés à vendre dans la zone du Nouveau Paris, ils circulent et vendent dans l'Ancien Paris. En réalité cette obstination à ne pas porter la médaille en évidence leur est plutôt très préjudiciable. Il arrive en effet que certains individus profitent de la difficulté du contrôle pour vendre en ambulance sans y avoir été régulièrement autorisés, et trompent souvent assez longtemps la vigilance des gardiens de la paix. Si les marchands des quatre-saisons, mieux éclairés sur leurs intérêts véritables, s'astreignaient à porter leur médaille bien apparente, ils s'éviteraient, à eux-mêmes, une concurrence irrégulière, et dont ils sont les premières victimes.

bles, et prévenues par ce moyen, les fraudes ont nécessairement disparu.

L'existence du carnet photographique, concurremment avec la médaille, présente une réelle utilité (1). Les marchands ne peuvent, de cette façon, se dérober à l'obligation d'exercer eux-mêmes.

Ainsi que nous le verrons, s'ils peuvent, dans certains cas, se faire suppléer, leurs suppléants autorisés doivent être également munis d'un carnet photographique, délivré par la Préfecture de police.

Avant la création du carnet, il arrivait souvent par exemple qu'un marchand était signalé pour stationnement illicite sur la voie publique; or, après vérification, le Bureau constatait que sa femme seule était autorisée à vendre. Avec la présentation du carnet photographique exigée par l'agent, ce dernier se rend immédiate-

1. Les marchands des quatre-saisons sont photographiés par les soins du service anthropométrique, en deux épreuves: l'une de *face* et l'autre de *profil*. C'est l'épreuve de *profil*, qui est insérée dans le carnet d'identité, remis au titulaire. Il serait préférable, si l'on ne veut pas renouveler ces photographies trop souvent, d'adopter l'épreuve de *face*. En quelques années, en effet, le titulaire est susceptible d'éprouver de tels changements de physionomie, — étant donné qu'il s'agit, le plus souvent, de personnes malades ou assez âgées, — qu'il devient méconnaissable dans la photographie de profil. D'autre part, si le marchand présente quelques signes particuliers sur le côté gauche de la figure, la photographie du côté droit ne peut les donner. Tels sont, par exemple, le cas d'un sujet borgne ou atteint de strabisme à gauche, et le cas, plus fréquent encore, où la physionomie se signale par quelque dissymétrie caractéristique.

ment compte que les pièces appartiennent non au sieur X..., mais à sa femme. On évite ainsi, bien des fraudes.

Tenus, de par l'article 6 de l'ordonnance de 1906, de présenter leur carnet à toute réquisition des agents de l'autorité, les marchands ambulants doivent, en outre, le soumettre chaque année au visa de la Préfecture de police (1). Ajoutons qu'il est procédé à une vérification ou revision constante de la situation des marchands permissionnés. Quatre ou cinq enquêtes en moyenne ont lieu, chaque jour, dans ce but. On s'assure ainsi que tel marchand dont l'administration n'a pas eu à s'occuper depuis un certain temps, est encore vivant et qu'il exerce toujours lui-même, s'il n'a pas été autorisé à se faire suppléer.

3° Suppléances et autorisations de se faire aider.

Il est expressément défendu aux marchands ambulants de prêter, céder, louer ou vendre leur médaille.

1. Il n'est pas sans intérêt de signaler que dans les divers cas où il y a lieu à restitution du carnet et de la médaille, notamment en cas de décès, la préfecture de police éprouve très souvent des difficultés pour obtenir que le carnet soit rendu. Les parents du titulaire décédé désirant garder sa photographie déclarent que le carnet a été perdu. En 1896, un commissaire de police, n'ayant pas cru devoir refuser à la veuve d'un marchand médaillé la photographie annexée au carnet qu'elle lui rapportait, l'administration ne l'a pas désapprouvé, et aujourd'hui, les photographies sont remises aux parents du décédé qui les réclament au Bureau des quatre-saisons.

L'administration, toutefois, permet au titulaire infirme ou malade de se faire temporairement *suppléer*. A la demande de suppléance doit toujours être joint un certificat médical. Le suppléant peut être parent ou allié du titulaire, et doit être présenté par lui (1).

L'autorisation de « suppléer » n'est accordée qu'à des personnes justifiant de la qualité de Français, âgées de trente ans révolus, et résidant depuis trois ans à Paris. De préférence elle est donnée à des pétitionnaires déjà en instance de médaille.

Les suppléants reçoivent un carnet et une médaille en échange de ceux du titulaire qui demeurent déposés à la Préfecture de police pendant toute la durée de la suppléance.

L'autorisation de suppléance n'est accordée que pour trois mois. Passé ce délai, la demande doit être renouvelée, et la production d'un nouveau certificat médical est nécessaire. Les demandes de cette nature sont en général assez nombreuses, et à vrai dire même, beaucoup de personnes se mettent en instance pour obtenir une médaille, avec l'intention bien arrêtée de solliciter, après un court intervalle, l'autorisation de se faire suppléer.

Malgré la vigilance dont témoignent les agents, le

1. En fait, le suppléant n'est pas toujours un parent ou un allié du titulaire. L'autorisation de suppléance présente alors cet avantage de profiter à deux familles également nécessiteuses, et sans qu'il y ait augmentation du nombre des voitures en circulation.

Bureau des quatre-saisons a souvent eu l'occasion de constater que de la mesure toute bienveillante dont il s'agit peuvent résulter de réels abus.

En voici un exemple caractéristique : Une médaille avait été délivrée, en raison de la faiblesse de sa vue, à un sieur X., âgé de 73 ans, qui avait d'ailleurs avoué ne pouvoir exercer lui-même. Deux mois après, il demanda l'autorisation, qui ne lui fut point refusée, de se faire suppléer par sa femme, âgée seulement de 42 ans. Si celle-ci avait tout d'abord demandé la médaille pour elle-même, il est très probable, étant donné son bon état de santé, que sa requête n'eût pas été accueillie. Or, après avoir ainsi obtenu l'autorisation par voie indirecte, et en qualité de suppléante, à la mort de son mari, survenue peu de temps après, cette femme se trouvait en situation, du seul fait de sa suppléance, d'être promue au titulariat, et elle s'y vit admettre en effet, sans y avoir de droits personnels. Sans doute l'administration dans un but certes, des plus louables, a décidé que la succession en pareil cas serait accordée, *de plano*, à la veuve qui en ferait la demande ; mais il n'en est pas moins vrai que, dans l'exemple cité, la personne dont il s'agit serait très en mesure de gagner sa vie autrement. Elle détient donc une médaille qui aurait pu être placée en des mains plus nécessiteuses.

Très souvent enfin, la suppléance est une sous-location de médaille déguisée. En principe, la sous-location n'est pas permise, mais l'administration ne s'in-

terdit pas de se montrer tolérante dans certains cas. Ainsi une marchande, âgée de 76 ans (1), atteinte d'une maladie de cœur, et vivant seule, ayant demandé à se faire suppléer par une personne qui se chargerait de prendre soin d'elle, l'administration, dans un sentiment d'humanité, accueillit favorablement sa requête, bien qu'elle déguisât, en fait, une véritable sous-location.

Les titulaires de médailles qui ne désirent pas être suppléés, peuvent se faire autoriser à prendre des « aides ». Cette faveur est accordée aux marchands ambulants ou admis au stationnement, sur avis des médecins. L'aide doit remplir les mêmes conditions que le suppléant et il est présenté par le titulaire à l'agrément de l'administration. Par exception, une dérogation peut être admise en ce qui concerne l'âge de l'aide, si ce dernier est le conjoint du pétitionnaire, son fils, sa fille, son frère ou sa sœur.

Le marchand autorisé à se faire « aider » doit toujours être présent aux côtés de sa voiture, et seules, les personnes agréées en qualité d'aides peuvent vendre, peser la marchandise et en recevoir le prix.

1. Il est très fréquent de voir des marchands exercer encore eux-mêmes à un âge fort avancé. Au commencement de janvier 1897, une marchande des quatre-saisons, la veuve L..., née en 1805, est décédée à l'âge de 92 ans, après avoir pratiqué la profession pendant soixante-deux ans. Cette doyenne des marchandes circulait encore dans les rues, assez régulièrement, paraît-il, quelque temps avant son décès.

4° *Stationnements tolérés* (1).

Un certain nombre de *stationnements* de marchands des quatre-saisons sont exceptionnellement tolérés lorsqu'ils peuvent être utiles à l'approvisionnement d'un quartier et sur les points où ils compromettent le moins la circulation. L'administration accorde cette autorisation aux marchands âgés ou infirmes, et munis d'un certificat médical constatant que leur état de santé ne leur permet plus de circuler avec la voiture à bras. Remarquons d'ailleurs que beaucoup d'entre eux se trouveraient dans l'impossibilité matérielle de bénéficier de la médaille qui leur a été accordée, s'ils ne pouvaient, soit se faire aider ou suppléer, soit même obtenir la faveur d'un stationnement.

Lorsqu'on parcourt, en effet, telles des demandes qui parviennent au service compétent, on peut, à bon droit, demeurer étonné. C'est ainsi qu'un ancien soldat, âgé de soixante-sept ans, déclare en sollicitant l'autorisation de vendre en ambulance, qu'il est « perclus de douleurs et incapable de faire un travail fatigant ». Ce postulant, âgé et infirme, inapte de plus, ainsi qu'il le reconnaît

1. Bien que nous ayons rangé les marchands des quatre-saisons dans la catégorie de *professions ambulantes proprement dites*, nous avons cru devoir étudier ici ce qui a trait aux *stationnements tolérés*, qui comportent une occupation temporaire de la voie publique.

lui-même, à supporter la moindre fatigue, demande donc à exercer une profession qui exige précisément un degré assez élevé de force et d'endurance physique. C'est une rude besogne, en vérité, que de pousser devant soi, durant toute la longueur des journées, et par tous les temps, une voiture dont le poids avec sa charge de denrées excède le plus souvent cinquante kilogrammes. Seuls les moments de vente sont des moments de repos. Mais le stationnement ne doit pas se prolonger au delà du temps nécessaire pour débiter la marchandise. Il est défendu aux vendeurs d'attendre pratique sur place, et dès qu'ils ont servi leur clientèle de rencontre, ils sont tenus de se remettre à circuler. Mais, de ce qu'on ne pouvait leur interdire les arrêts indispensables à l'exercice de leur commerce; de ce que l'on était obligé de se contenter de limiter la durée de ces stationnements dans l'intérêt de la libre circulation, l'impossibilité, d'autre part, de contrôler tous les faits et gestes des marchands des quatre-saisons, engendra de nombreux abus, comme c'était inévitable. L'expérience, toutefois, permit à l'administration de reconnaître qu'il se présentait des circonstances où le stationnement prolongé ne pouvait comporter d'inconvénients. Elle accorda d'abord quelques permissions isolées, puis l'exception, du moins pour certains quartiers, se vit transformée en règle. Telle est l'origine des agglomérations de marchands permissionnés qui existent licitement sur plusieurs points de la capitale, et

que le langage administratif désigne par le terme de *stationnements tolérés*.

Les plus importants de ces stationnements (1) sont, à

1. Voici quel est, d'après une statistique faite à la date du 8 juillet 1903, le nombre exact des *lieux de stationnement* des marchands des quatre-saisons :

1° Ancien Paris.

1 ^{er} Arrondissement.	6
2 ^e id.	16
3 ^e id.	15
4 ^e id.	23
5 ^e id.	31
6 ^e id.	23
7 ^e id.	18
8 ^e id.	29
9 ^e id.	31
10 ^e id.	38
11 ^e id.	38
Total	<u>268</u>

2° Nouveau Paris.

1 ^{er} Arrondissement	5
13 ^e id.	19
14 ^e id.	23
15 ^e id.	19
16 ^e id.	63
17 ^e id.	46
18 ^e id.	64
19 ^e id.	18
20 ^e id.	13
	<u>270</u>

Ancien Paris 268

Nouveau Paris 270

Total général 538

l'heure actuelle, ceux des faubourgs Saint-Denis et Saint-Antoine, des rues Rambuteau, Ménilmontant, Bichat, Saint-Maur, Sainte-Marguerite, Custine, Championnet, Rébeval, Turenne, Saint-Antoine, Saint-Denis, du boulevard Edgar Quinet et de l'avenue Parmentier. Ces stationnements comportent chacun un nombre limité de voitures variant de *une à cent trente*. Quelques-uns d'entre eux ne sont tolérés que depuis le matin jusqu'à midi.

La justification générale du stationnement réside en ce fait que le titulaire infirme se trouverait, sans cette permission, dans l'impossibilité de se servir utilement de la médaille qui lui a été délivrée. Mais on peut fournir d'autres arguments à l'appui de la dérogation que cette mesure apporte au régime qui constitue en la matière comme une sorte de droit commun.

Le stationnement, c'est incontestable, offre tout particulièrement dans les quartiers riches, des ressources très précieuses aux personnes de faible aisance, à qui manquent les moyens de s'approvisionner à grands frais chez les boutiquiers de leur voisinage, ou le temps de courir aux marchés publics où, du reste, les prix ne sont souvent guère moins élevés qu'en boutique. Dans les quartiers pauvres, les stationnements de marchands des quatre-saisons rendent aussi les plus grands services, lorsque ces quartiers sont dépourvus de marchés et même, ainsi qu'il arrive, de boutiques. Des courses pénibles ou des pertes de temps sont ainsi évitées aux

ouvriers et aux mères de famille qui ne peuvent s'éloigner, soit de leur besogne, soit de leurs jeunes enfants. De plus, dans les quartiers moyennement pourvus, la présence des marchands stationnaires entretient une concurrence salubre dont l'effet est de maintenir à un taux raisonnable le prix des denrées, et d'empêcher que les marchands patentés n'abusent de leur clientèle.

A côté de ces avantages certains, on fait valoir aussi, contre le maintien des stationnements, des arguments dont la valeur ne doit pas être méconnue.

Les stationnements tolérés, surtout ceux de quelque importance, sont, dit-on, une cause permanente de désordre et d'encombrement sur la voie publique. Les cris des marchands, aux heures matinales où ils viennent prendre leur place, troublent le repos de tout le voisinage ; plus tard leurs disputes avec les clients difficiles occasionnent un vacarme assourdissant. De plus au grand détriment de la salubrité de la rue, ils jettent au ruisseau ou sur les trottoirs, des détrit^{us} de toute nature qui empestent l'air ambiant. Enfin, et c'est là le grief le plus violemment invoqué, en dépit des avantages que procure aux acheteurs le fait de la baisse des prix, la concurrence que suscitent les stationnements tolérés est au plus haut degré dommageable aux intérêts des vendeurs en marché et des boutiquiers patentés qui débitent des denrées de même nature.

L'administration, il est vrai, n'a pas été sans se préoccuper des plaintes qui lui ont souvent été adres-

sées par les intéressés à ce sujet. C'est ainsi que l'article 8 de l'ordonnance de 1906 défend tout d'abord aux marchands ambulants de « s'arrêter pour vendre et
« même pour offrir leur marchandise aux abords,
« dans un rayon de 100 mètres, des marchés publics
« ou particuliers, et de 40 mètres de toutes boutiques
« où se trouvent des marchandises de même nature que
« les leurs. Il leur est également interdit de pénétrer
« dans les habitations pour y offrir leurs marchandises
« et prendre des commandes pour les jours suivants,
« ainsi que de livrer à domicile les produits dont ils
« font commerce. » D'autre part, à la suite de pétitions, certains stationnements tolérés ont été parfois réduits ou même supprimés, notamment dans le voisinage des marchés publics. Quoiqu'il en soit, il est certain que le moment est venu de restreindre les stationnements autorisés, dans l'intérêt de la circulation, de même qu'il paraît nécessaire dans le même but de ne pas laisser s'accroître davantage le nombre des ambulants.

Quant aux *stationnements*, s'ils ne rendaient pas en certains endroits de très utiles services, il y aurait lieu, à notre avis, d'étudier la question de leur suppression complète. On agirait par voie d'extinction, et l'administration n'en accorderait plus de nouveaux. A cet effet on pourrait efficacement, croyons-nous, rechercher, pour les marchands devenus infirmes, ou pour les pétitionnaires de médailles dont la santé est précaire, la possibilité d'une hospitalisation à Nanterre ou à Villers-

Cotterets. S'ils refusaient d'y souscrire, ils auraient toujours la ressource, les stationnements étant supprimés, de se faire *aider* ou même *suppléer*, le cas échéant.

5° *Stationnement pendant la durée des repas.*

Il est une question qui intéresse au plus haut point les marchands des quatre-saisons. Pour beaucoup d'entre eux, la possibilité de prendre leurs repas chez les restaurateurs qui se trouvent sur leur passage leur éviterait de longues courses pour rejoindre leur domicile. En réalité, en outre de l'interdiction qui leur est faite d'abandonner leurs voitures (1) sous quelque prétexte que ce soit, il ne leur est pas permis de stationner, même après avoir couvert leur voiture, devant les restaurants ou débits de vins. Cependant, autant il est nécessaire de protéger la circulation, autant il paraîtrait juste d'apporter ici dans la mesure du possible, certains tempéraments aux rigueurs légitimes de l'ordonnance.

Il semble qu'on pourrait, de midi à une heure, par exemple, autoriser les marchands des quatre-saisons à prendre leurs repas, dans les voies où la circulation aurait le moins à en souffrir. Cette faculté, d'ailleurs, est accordée dans certaines conditions aux cochers de fiacre. La question, en tous cas, mérite d'être étudiée,

1. O. P., 12 sept. 06, art. 8 § 5.

surtout si l'on songe que la plupart de ces marchands partent chaque jour à quatre ou cinq heures du matin, et se trouvent souvent, lorsque vient midi, à une très grande distance de leur demeure. A moins de prendre, alors, au détriment de leur santé, un repas rapide, et pour lequel ils n'ont pas même la ressource de pouvoir s'arrêter à leur gré sur la voie publique, ils se voient contraints de rentrer chez eux, faute de savoir où remiser momentanément leur voiture, en cours de route. Cette pénible obligation entraîne pour eux non seulement une fatigue superflue, mais elle leur occasionne un dérangement très préjudiciable à l'exercice de la profession qui les fait vivre,

*6° Des conditions de mise en circulation des voitures.
Ancien et Nouveau Paris.*

Les marchands ambulants des quatre-saisons ne peuvent faire usage, pour le transport de leurs marchandises, que de voitures à bras dont les dimensions ont été spécialement déterminées (1). Ces dimensions toutefois ne sont pas applicables aux véhicules des

1. L'article 7 de l'ordonnance de 1906 a réglé ces dimensions de la façon suivante :

Longueur de la cage.	1 m. 50
Largeur de la cage.	1 m.
Longueur du brancard	1 m.

marchands de boissons rafraîchissantes, coco, glaces, etc...

Les permissions délivrées à ces derniers déterminent, en même temps, la nature des appareils de transport et d'étalage dont ils peuvent se servir (1).

Les voitures ne peuvent circuler sur la voie publique que depuis le lever du jour jusqu'à minuit. Elles doivent être éclairées la nuit. Lorsque les marchands s'arrêtent pour la vente, ils doivent ranger leurs voitures de manière à ne pas gêner la circulation sur la chaussée.

Comme on le voit, si l'administration a voulu faire bénéficier d'une faveur spéciale toute une catégorie de gens particulièrement intéressants, elle a pris ses mesures pour que la circulation ait le moins possible à en souffrir.

Indépendamment des prescriptions relatives à l'aménagement de leurs voitures et aux conditions de circulation, les marchands des quatre-saisons sont astreints encore à n'exercer leur profession que dans certains quartiers de Paris. Les autorisations spécifient, d'une

1. L'ordonnance de police du 10 juillet 1900 (article 382) a spécialement déterminé les conditions de la circulation des voitures servant à la distribution de boissons rafraîchissantes, ainsi que celles des *voitures à pain*.

« Les conducteurs de voitures à pain ou à glaces ne pourront circuler que sur la partie de la voie publique affectée à la circulation des « voitures attelées. Il leur est interdit de stationner sur les trottoirs. « Au moment des livraisons, ils placeront leurs voitures de manière à « ne gêner ni la circulation des autres voitures, ni celle des piétons. »

manière très précise, les parties de la capitale où les titulaires pourront se livrer au commerce, et la ville de Paris a été divisée, à cet effet, en deux zones dites de l'*Ancien Paris* et du *Nouveau Paris* (1).

C'est à la suite de l'annexion de 1859 qu'e s'est introduite cette distinction. Un certain nombre de marchands des quatre saisons exerçaient à cette époque leur profession dans les communes limitrophes de Paris, et en vertu d'autorisations régulières délivrées par les autorités locales. Le rattachement à Paris d'un certain nombre de communes de la banlieue ne pouvait brusquement priver ces marchands du bénéfice de leurs autorisations antérieures ; dans l'intérêt de l'unité du service, il convenait toutefois de les assimiler aux marchands permissionnés pour l'Ancien Paris, par la

1. Aux termes de l'article 9 de l'ordonnance du 12 septembre 1906, « l'Ancien Paris » comprend les 1^{er}, II^e, III^e, IV^e, V^e, VI^e, VII^e, VIII^e, IX^e, X^e et XI^e arrondissements. Le Nouveau Paris les XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements.

Il y a toutefois lieu de signaler que les marchands autorisés à vendre dans l'Ancien Paris ne peuvent exercer leur commerce dans le périmètre des Halles qui est limité par les voies publiques désignées ci-après :

A l'est : le boulevard de Sébastopol, de la rue de Rivoli à la rue Étienne-Marcel.

Au sud : la rue de Rivoli, du boulevard de Sébastopol à la rue du Louvre.

A l'ouest : la rue du Louvre, de la rue de Rivoli, à la rue Étienne-Marcel.

Au nord : la rue Étienne-Marcel, de la rue du Louvre au boulevard de Sébastopol.

Préfecture de police. Il fut donc décidé qu'environ quinze cents médailles nouvelles seraient délivrées pour permettre aux marchands des communes annexées de continuer à exercer régulièrement dans le Nouveau Paris, mais il fut stipulé, de plus, que ces marchands ne pourraient, sous aucun prétexte, exercer leur profession au delà des limites de leur circonscription d'origine. Ces mesures avaient pour objet de prévenir, soit dans l'Ancien, soit dans le Nouveau Paris, une affluence de marchands hors de proportion avec les besoins de la population. C'est d'ailleurs en prenant pour base l'effectif de la population des territoires annexés, comparé à la population de l'Ancien Paris, que l'on avait été amené à fixer au chiffre de quinze cents le nombre des permissions à régulariser.

A l'heure actuelle il demeure, en principe, interdit aux marchands autorisés seulement pour le Nouveau Paris (2^e zone) de vendre leurs marchandises dans l'Ancien Paris (1^{re} zone) (1). Toutefois, sur leur demande, ils peuvent être autorisés exceptionnellement à exercer dans l'Ancien Paris. Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que l'autorisation de vendre dans la première zone n'est jamais accordée qu'aux marchands déjà titulaires de la médaille particulière à la deuxième (2).

Cette division de Paris en deux zones présente d'ailleurs un avantage qui mérite de retenir l'attention.

1. O. P., 12 septembre 1906, art. 10.

2. O. P., 12 septembre 1906, art. 9, *in fine*.

Les quartiers du Centre, ordinairement fréquentés par une population aisée, sont les plus recherchés par les marchands des quatre-saisons. Le grand nombre des demandes qui parviennent au bureau compétent, pour l'Ancien Paris, en fait d'ailleurs foi. Cette multiplicité de candidatures s'explique par le motif que dans les quartiers dont il s'agit, la vente est, en général, plus facile, sans être, à dire vrai, beaucoup plus rémunératrice que sur les autres points de la ville, en raison de la proximité des grands marchés d'approvisionnement.

Si les marchands pouvaient indifféremment vendre dans les deux zones, il y a apparence qu'ils se confindraient tous dans la première, et les arrondissements formés des anciens territoires suburbains, aujourd'hui annexés, ne seraient plus desservis. Or, ce sont précisément ces arrondissements, en majeure partie habités par des ouvriers ou par de petits bourgeois, qui ont le plus d'intérêt à n'être pas abandonnés par les marchands ambulants. Si ces derniers venaient par suite à concentrer leur commerce dans l'intérieur de Paris, il en résulterait non seulement une grande gêne pour la circulation, mais la population laborieuse des quartiers excentriques se verrait privée d'une ressource indispensable (1).

1. Les marchands autorisés seulement pour le Nouveau Paris sont parfois obligés de passer à travers l'Ancien Paris ; ils sont tenus, dans ce cas, de couvrir leur marchandise d'une toile, et de ne stationner sous aucun prétexte,

7° Nature des denrées mises en vente.

L'article 2 de l'ordonnance de 1906 a énuméré limitativement les marchandises dont les titulaires de médailles des quatre-saisons peuvent faire commerce. Avec des fruits et des légumes frais, principal objet de ce genre d'industrie, il leur est loisible d'offrir aux passants : de la viande, de la volaille, du gibier, du beurre, du fromage, des huîtres et des coquillages, du poisson, et même des « fleurs coupées ».

Il y aurait, à notre avis, de très plausibles motifs de ne permettre aux marchands permissionnés que la simple vente des marchandises des quatre-saisons proprement dites, et de leur interdire la vente de la viande, de la volaille et du gibier. Ces denrées sont en effet trop coûteuses, et nécessitent une manipulation trop spéciale pour être à la portée des petits marchands. Il arrive alors que ceux qui n'ont pas assez de ressources pour exploiter eux-mêmes leur autorisation ou qui, par indolence, désirent éviter les fatigues et les aléas de la vente des quatre-saisons, s'aventurent, au risque de se voir retirer leur permission, à s'entendre avec des industriels plus riches, qui deviennent leurs bailleurs de fonds.

Acheteurs en gros de viande de boucherie, de volailles fines ou de gibier, ces derniers recrutent à leur service un certain nombre de titulaires de médailles et,

soit moyennant un prix convenu, soit moyennant le partage des bénéfices, ils parviennent à écouler par l'intermédiaire des ambulants, de grandes quantités de marchandises. Il s'en trouve qui, de ce fait, réaliseraient, paraît-il, des bénéfices susceptibles de s'élever jusqu'à 150 et même 200 francs par jour, c'est-à-dire bien supérieurs, la plupart du temps, à ceux des petits boutiquiers assujettis à la patente et qui subissent ainsi un très grave préjudice. Certaines enquêtes effectuées, il y a quelques années, par la Préfecture de police, ont révélé des trafics que l'on ne saurait qualifier avec trop de sévérité (1).

En dehors des denrées susmentionnées, les marchands des quatre-saisons peuvent vendre tous les ans,

1. On se trouve malheureusement ici en présence d'espèces des plus délicates.

L'article 12 de l'ordonnance du 12 septembre 1906 est ainsi conçu : « Il est expressément défendu aux marchands ambulants de prêter, céder, louer ou vendre leurs permissions ou médailles. » Mais le marchand qui porte sa médaille bien visible et se tient constamment à sa voiture, est, en apparence du moins, strictement en règle avec l'ordonnance. On peut alors se demander si l'Administration est fondée à s'enquérir des conditions dans lesquelles il s'est procuré la marchandise qu'il offre aux acheteurs. La question en réalité est la suivante : Peut-on interdire à un titulaire de médaille, exerçant en personne, le droit de vendre moyennant salaire, une marchandise que, faute d'argent disponible, il a été obligé de se procurer par l'entremise d'un tiers ?

Bien qu'il y ait là un cas de location déguisée, refuser cette facilité au marchand des quatre-saisons serait le mettre très souvent dans l'impossibilité de profiter de son privilège.

du 20 décembre au 15 janvier, et 8 jours avant et après le jour de Pâques, des bonbons, des sucreries, des dragées, du pain d'épices ainsi que des débris de marrons glacés. Cette disposition, dont le but est des plus louables, puisqu'elle permet aux petits marchands de réaliser de faciles bénéfices au cours de certaines fêtes, n'en apparaît pas moins comme regrettable, à un autre point de vue. On peut, avec juste raison, se demander quel doit être le degré de propreté des sucreries ainsi mises en vente, exposées qu'elles sont, notamment dans les agglomérations foraines, à l'air et à la poussière, durant toute la journée ! Il y aurait, semble-t-il, nécessité d'interdire absolument, dans l'intérêt des jeunes enfants, la vente de ces marchandises en ambulance.

Après avoir énuméré d'une manière toute limitative les diverses denrées susceptibles d'être vendues par les marchands des quatre-saisons, les rédacteurs de l'ordonnance ont une fois de plus témoigné de leur souci d'éviter à la circulation toutes les occasions de gêne. C'est ainsi qu'il est interdit de vendre en ambulance des animaux vivants (1) et des objets ou produits qui

1. En fait on tolère parfois la vente d'animaux vivants : on peut voir exposés en vente, des escargots, des écrevisses et même des tortues. On peut noter ici l'habitude qui avait été prise par quelques marchands de vendre à certaines époques de l'année, des cailles vivantes. Ce genre de commerce n'a pas été toléré, et la raison principale de l'interdiction fut que ces animaux, très difficiles à capturer vivants, étaient fournis le plus souvent aux marchands des quatre-saisons par des braconniers qui se les étaient procurés à l'aide d'engins prohibés.

seraient de nature à provoquer des rassemblements, en excitant chez les passants une trop vive curiosité.

Il nous reste enfin à signaler qu'en dehors des produits ci-dessus désignés, des autorisations spéciales peuvent être accordées pour débiter de l'*eau de coco*, des *glaces* et des *crèmes*. Ces permissions ne sont délivrées que pour une année. Elles sont d'ailleurs renouvelables, à l'expiration de ce terme. Leurs titulaires ne reçoivent ni carnet, ni médaille, ce que justifie tant leur petit nombre que le caractère de leurs véhicules dont la forme particulière attire de suite l'attention des agents de l'autorité.

8° *Sanctions apportées aux prescriptions de l'ordonnance.*

Si l'administration a cru bon d'accorder à toute une catégorie de petites gens la faveur spéciale de la vente en ambulance, elle a pris d'autre part des mesures pour que les conditions de la jouissance de cette faveur, et les règles imposées aux bénéficiaires de permissions, soient strictement observées.

A cet effet, les gardiens de la paix ont reçu mission d'opérer de fréquentes vérifications en vue de s'assurer que les marchands qui circulent sur la voie publique

sont bien tous munis du carnet et de la médaille réglementaires, et d'une manière générale, ils doivent signaler à l'administration toutes les infractions commises à l'ordonnance du 12 septembre 1906.

Tout d'abord, une simple admonestation est adressée au marchand qui a été signalé à la Préfecture (1) ; en cas de récidive le carnet et la médaille sont retirés pendant un ou plusieurs jours. Le retrait peut être effectué à titre définitif au marchand permissionné qui, sans motifs valables, aura cessé de vendre pendant une période de trois mois ; au titulaire qui, après enquête, sera convaincu d'avoir acheté des marchandises *en gros* pour les faire revendre par d'autres marchands ; à celui enfin qui aura employé dans l'exercice de sa profession, et moyennant salaire, d'autres marchands permissionnés (2). En fait le retrait définitif de la médaille est plutôt rare.

En dehors des mesures administratives qui peuvent

1. Les faits qui donnent le plus souvent lieu à la transmission d'un rapport à l'administration sont les suivants : encombrement de la voie publique sur certains points ; stationnement sans autorisation spéciale en dehors des courts instants nécessaires à la vente ; vente dans la zone de protection d'un marché ; vente à moins de 40 mètres du magasin d'un débiteur patenté qui tient les mêmes produits ; vente dans l'Ancien Paris par un marchand autorisé seulement pour le Nouveau.

2. Rappelons qu'il est fait tout le long de l'année une sorte d'inspection administrative des marchands des quatre-saisons. On vérifie ainsi la situation de ceux d'entre eux dont on n'a pas eu à s'occuper depuis un certain temps ; on s'assure qu'ils ne sont point décédés, qu'ils exercent en personne, qu'ils ne trafiquent point de leur médaille, etc...

être prises par le Préfet de police, les procès-verbaux ou rapports constatant les contraventions à l'ordonnance peuvent être, s'il y a lieu, déférés au tribunal compétent (1).

Mais il est ici une question sur laquelle il y a lieu de s'arrêter : nous voulons parler des nombreuses plaintes formulées par les marchands des quatre-saisons contre les agents chargés de les rappeler aux prescriptions de l'ordonnance.

La Chambre syndicale des Marchands des quatre-saisons a adressé à ce sujet, il y a quelques années, au Préfet de police une plainte dont nous extrayons le passage suivant : « A tout moment, et sur tous les
« points, les marchands des quatre-saisons sont l'objet
« de réprimandes, de menaces, de mesures plus ou
« moins coercitives, telles que pourchassement, inter-

1. Les marchands des quatre-saisons doivent se trouver en règle vis-à-vis du service d'inspection et de vérification des poids et mesures. Aux termes de l'article 2 de l'ordonnance de police du 10 octobre 1907, concernant la vérification périodique des poids et mesures pour l'année 1908 :
« Les *marchands ambulants*, c'est-à-dire ceux qui colportent des marchandises en quête d'acheteurs, exercent leur industrie dans les marchés publics ou s'installent temporairement sur un emplacement quelconque indépendant de leur domicile, sont tenus de présenter leurs poids et mesures à la vérification dans les trois premiers mois de l'année.
« Les industriels qui louent aux marchands ambulants des instruments de pesage ou de mesurage sont également tenus de faire poinçonner ce matériel dans le même délai. La vérification des poids et mesures de ces assujettis sera faite dans un des bureaux de Paris à leur choix. »

« diction de vendre, interdiction de circulation et même
« de simple passage dans quantité de rues nullement
« prohibées par le règlement, signalement à l'adminis-
« tration et conduite au poste ou au commissariat... »

Dans une pétition couverte de plus de cent signatures, nous trouvons encore ceci : « Les marchands des
« quatre-saisons demeurent le jouet de tel ou tel agent,
« ce qui crée tous les jours des conflits regrettables et
« de plus cause un réel préjudice à l'existence de ceux
« qui n'ont d'autres ressources pour vivre... »

D'autre part, M. de Pressensé, dans une lettre adressée le 1^{er} mars 1907, au Préfet de police (1), présente la situation faite aux marchands des quatre-saisons comme particulièrement sujette à des vexations. Selon lui, outre
« les procédés brutaux » qui seraient employés à leur égard, on leur rendrait « en fait impossible l'exercice de la profession pour laquelle on les a spécialement autorisés ».

Il suffit d'observer sans parti pris ce qui se passe dans la rue pour s'apercevoir que ces doléances ne sont pas toujours justifiées. Les agents qui signalent certains marchands à l'administration ne le font guère qu'à la dernière extrémité, et après avoir constaté, à la suite de plusieurs injonctions restées sans effet, leur évidente mauvaise volonté. Le marchand des quatre-saisons sait fort bien que le public, mal instruit des

1. *Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme*, année 1907, p. 1162.

règlements, prendra parti en sa faveur, et il abuse des difficultés que rencontre ainsi le gardien de la paix dans l'accomplissement de sa mission. Pourtant on ne peut contester la nécessité d'une stricte observation des prescriptions administratives, aussi bien dans l'intérêt des marchands patentés que dans l'intérêt de la circulation. M. de Pressensé le reconnaît d'ailleurs lui-même : « Il est certain, écrit-il, que les marchands
« ambulants doivent être soumis à une réglementation
« spéciale dont l'obligation résulte, d'une part, de la
« nécessité de protéger les marchands patentés et,
« d'autre part, de maintenir la liberté de la circula-
« tion (1). »

1. On a dit souvent qu'il était regrettable de voir la Préfecture de police réglementer la profession de marchand des quatre-saisons et que l'administration de l'Assistance publique, c'est-à-dire en l'espèce la préfecture de la Seine, était toute qualifiée pour cela. Tel n'est pas notre avis. Il s'agit en l'espèce de restrictions apportées à la liberté de la circulation; or, il est juste que la Préfecture de police à qui appartient en pareille matière, avec la responsabilité de l'ordre public, le devoir de veiller à prévenir tout encombrement sur la voie publique ait seule qualité pour apprécier la mesure et les conditions de la faveur qu'elle a bien voulu consentir. S'il en était autrement, si l'Assistance publique délivrait seule les médailles, elle n'en serait pas moins obligée de prendre l'avis de la Préfecture de police pour toutes les questions étrangères à sa spécialité. Il naîtrait de là des conflits aussi inévitables que fréquents. L'Assistance publique serait naturellement portée, pour diminuer encore ses charges, à accorder le plus de permissions possible, et de son côté la Préfecture de police, préoccupée à juste raison des dangers de l'envahissement des rues et du préjudice qu'en subit la circulation, re

On ne peut donc trouver mauvais que la surveillance exercée par les gardiens de la paix soit constante et rigoureuse. Quant au reproche fait à ces derniers d'user parfois de procédés vexatoires, il ne faut pas mettre en doute que l'administration préfectorale n'a jamais supporté et ne pourrait tolérer en aucun cas un pareil état de choses.

Il est un point toutefois qui a soulevé de vives récriminations et sur lequel la mission des agents peut paraître au premier abord particulièrement délicate.

La réglementation actuelle sur les marchands des quatre-saisons contient en effet un article ainsi conçu (1) :
« Il leur est en outre interdit de stationner sur aucun
« point de la voie publique ; si ce n'est pendant le
« temps *strictement nécessaire* pour la vente et la livrai-
« son de leurs marchandises. »

Remarquons d'abord qu'il n'est pas difficile de justifier l'introduction dans le texte des mots « *strictement nécessaire* ». C'est la conséquence même du principe. La disposition réglementaire dont il s'agit, a pour objet de rappeler au marchand la mesure exacte de la faveur qui lui est faite ; elle établit d'autre part la distinction à maintenir entre le marchand ambulant proprement

garderait comme un devoir de s'opposer à l'augmentation sans cesse croissante des autorisations délivrées. Entre les deux pouvoirs, l'entente serait ainsi des plus difficiles, et finirait bientôt par devenir impossible.

1. O. P. 12 sept. 1906, art. 8, § 3.

dit et celui qui, en raison de ses infirmités, a été autorisé à stationner.

En réalité ce que veut l'administration, et des ordres sont en ce sens donnés aux agents, c'est que le marchand, une fois effectué un acte de vente, ne s'attarde pas à stationner, mais qu'aussitôt il continue à circuler avec sa voiture. De cette façon sa présence sur la voie publique n'occasionne pour la circulation, que la gêne strictement nécessaire, ou si l'on veut, strictement tolérée.

Une difficulté peut cependant se présenter, et c'est là que le rôle du gardien de la paix devient tout particulièrement délicat. Il arrive très fréquemment qu'un rassemblement d'une dizaine de personnes se forme autour de la voiture d'une marchande des quatre-saisons. Ce rassemblement peut, c'est bien évident, embarrasser beaucoup la circulation, mais on est amené à se demander si en la circonstance l'agent est fondé à intervenir, puisque les ventes succèdent aux ventes sans interruption, et que le stationnement est permis pendant la durée de la vente, aux termes mêmes du règlement.

En fait, le gardien de la paix a le devoir d'intervenir même dans ce cas; mais il manque rarement de le faire sans prendre des précautions bienveillantes pour éviter de porter préjudice à l'intéressé, ou même de lui infliger une vexation injustifiée. S'il donne l'ordre à la marchande — et ceci est un fait d'observation person-

nelle — non de continuer à circuler, ce qui lui ferait perdre ses clients occasionnels, mais de se transporter quelques pas plus loin, comme à l'entrée d'une rue moins fréquentée, à l'abri d'un édicule quelconque, en face d'un banc, etc., ou enfin d'aller chercher un point de stationnement dans quelque endroit plus favorable, il ne saurait être accusé d'outrepasser ses pouvoirs. Et c'est la plupart du temps ainsi que se trouvent sauvegardés dans cette circonstance particulière et l'ordre de la rue et les droits reconnus au marchand des quatre-saisons. On accordera que dans de pareilles conditions les récriminations des vendeurs qui se croient lésés, ne sauraient être accueillies.

Ajoutons enfin que si l'intérêt supérieur de la circulation impose à l'administration le devoir d'exiger que les règlements soient strictement observés, en fait elle ne mérite pas le reproche qui lui a été souvent adressé de se montrer trop sévère.

D'une statistique établie en 1902 par les soins du service des quatre-saisons et dont les données sont encore aujourd'hui sensiblement exactes, il résulte que du 22 août au 22 septembre de cette année, 531 rapports sont parvenus à l'administration centrale de la préfecture de police contre des marchands ambulants. Sur ces 531 rapports, 135 ont été classés pour « première infraction », 276 ont donné lieu à une simple admonestation, et enfin 120 punitions seulement (privation de vente de un à cinq jours) ont été prononcées contre

autant de délinquants. La moyenne annuelle des punitions s'élève donc à environ 1.500, pour près de 6.400 rapports. Si donc l'on tient compte et de ce que le nombre des marchands s'élève à peu près à 9.500, et aussi de ce que les récidives sont nombreuses, on ne saurait taxer d'excessives les justes rigueurs de la Préfecture, puisque la proportion des punis n'atteint pas même le quart des infractions signalées.

C. — **Le principe de la liberté du commerce et la réglementation des actes de vente et des professions sur la voie publique.** — L'étude qui précède nous amène tout naturellement à nous demander comment l'arrêté d'un maire réglementant le commerce et les professions sur la voie publique est susceptible de se concilier avec le principe de la liberté du commerce posé par l'article 7 de la loi du 2-17 mars 1791. Ne devrait-on pas, en vertu de ce principe, considérer comme entachés d'illégalité l'ordonnance de police du 12 septembre 1906, qui a réglementé la profession de marchand de quatre-saisons, et d'une manière générale, tous les arrêtés municipaux similaires?

L'opportunité de cette question s'est manifestée à la suite d'un jugement récemment rendu par le tribunal de simple police du Havre.

Le 15 mars 1906, le maire de la ville du Havre a pris un arrêté qui interdisait *en principe* le colportage et la vente des denrées sur la voie publique. Or le 13 dé-

cembre 1907, des poursuites ayant été exercées à la requête de ce magistrat contre un sieur D..., pour contravention aux dispositions de l'arrêté, le juge de paix cantonal a renvoyé le contrevenant des fins de la plainte, comme justifié *a priori* de toute infraction.

Les motifs invoqués par le tribunal pour déclarer illégales les dispositions de l'arrêté du 15 mars 1906 sont les suivants (1) :

« Attendu en droit que l'arrêté du maire de la ville

1. Voici dans leurs termes mêmes les dispositions de l'arrêté du 15 mars 1906 en contravention desquelles le sieur D... a été poursuivi :

Article premier : « Le colportage et la vente des denrées et comestibles sur la voie publique sont interdits en principe ; ils ne pourront être tolérés qu'à titre très exceptionnel dans un but d'assistance, en vertu d'autorisations individuelles délivrées par le maire à la suite d'une enquête spéciale portant sur la moralité de chaque intéressé, ainsi que sur l'état d'indigence allégué à l'appui de sa demande .

Art. II : « Le titulaire de l'autorisation recevra, en outre, une médaille spéciale, dite des quatre-saisons, sur laquelle sera gravé le numéro d'ordre correspondant au numéro de l'autorisation ; chaque autorisation sera enregistrée au secrétariat de la mairie et au bureau de M. le commissaire central.

Art. III : « Chaque marchand devra toujours être muni de son autorisation et de sa médaille et il sera tenu de les représenter à toute réquisition aux agents de l'autorité. La médaille devra être constamment placée en évidence, soit sur lui, soit, s'il y a lieu, sur sa voiture ou sur ses paniers...

Art. V : « Les marchands ambulants ne pourront stationner sur la voie publique ; il leur est interdit de crier les prix des marchandises portées ; ils pourront seulement les indiquer par des étiquettes placées sur chacune des catégories de produits contenus dans leurs voitures ou paniers. »

« du Havre ne réglemente pas le négoce sur la voie
« publique, mais l'interdit à tous, sauf à un petit nom-
« bre d'individus, laissés à son choix ; que dès lors,
« l'arrêté précité est illégal et arbitraire ; qu'il est illé-
« gal parce qu'il a violé le principe de la liberté du
« commerce et de l'industrie consacré par l'article 7 de
« la loi du 2-17 mars 1791 (Déclaration des Droits de
« l'Homme et du Citoyen) ; qu'il est arbitraire, parce
« qu'il permet à quelques-uns ce qu'il défend à tous ;
« que cette restriction est contraire au principe de
« l'égalité des citoyens devant la loi (art. 1^{er} de cette
« même déclaration) ;

« Attendu qu'il résulte des considérations ci-dessus
« que l'arrêté dont il s'agit ne peut donner lieu à la
« sanction prévue par l'article 471, n° 15, du Code
« pénal (1).

« Par ces motifs, renvoie le sieur D... des fins de la
« poursuite. »

La Cour de cassation est actuellement appelée à se prononcer sur un pourvoi formé devant elle par le ministère public à propos de cette sentence. Si elle n'est

1. Aux termes de l'article 471 du Code pénal : « Sont punis d'une
« amende de 1 à 5 francs inclusivement... ceux qui auront contrevenu
« aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux
« qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par
« l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, titre XI de la loi du
« 16-24 août 1790 et de l'article 46, titre I^{er} de la loi du 19-21 juillet
« 1791. »

pas cassée par la Cour suprême, il pourra résulter de son maintien les plus graves conséquences, tant au point de vue de la légalité générale des arrêtés municipaux analogues à celui du Havre, qu'au point de vue particulier de la réglementation relative au même objet, qui est aujourd'hui en vigueur dans la ville de Paris. C'est ainsi que non seulement l'ordonnance de police du 12 septembre 1906 qui interdit la circulation et le stationnement en vue de la vente sur la voie publique, mais aussi l'ordonnance du 25 juillet 1862, qui a également posé, en ce qui concerne l'exercice des professions et des petites industries sur la voie publique, un principe de prohibition, pourraient être l'une et l'autre considérées comme illégales.

Pour apprécier à sa valeur la légalité de ces ordonnances, il y a lieu tout d'abord d'en soumettre le texte à une critique explicative, après l'avoir comparé à la loi de 1791.

L'article 7 de la loi du 2-17 mars 1791 dit ceci : « A
« compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute per-
« sonne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession
« ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue
« de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquit-
« ter le prix suivant les taux ci-après déterminés, et de
« se conformer aux règlements de police qui sont ou
« pourront être faits. »

D'autre part, l'arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII qui a déterminé les fonctions du Préfet de police

à Paris, s'exprime en ces termes (1) : « Le Préfet de police procurera *la liberté et la sûreté* de la voie publique... ; il empêchera qu'on obstrue la libre circulation en arrêtant ou déchargeant des voitures et marchandises devant les maisons, dans les rues étroites, *« ou de toute autre manière. »*

L'arrêté consulaire du 12 messidor an VIII confère donc au Préfet de police l'obligation de veiller à la liberté et à la sûreté du passage dans les rues ; bien plus, il lui reconnaît implicitement le droit — ceci est incontestable — de prohiber tout agissement capable de nuire à la circulation, c'est-à-dire de l'obstruer, *en quelque manière que ce soit.*

On voit de suite que ces deux textes, loin d'être inconciliables, se complètent et se fortifient réciproquement : Chargé par l'arrêté de messidor, qui a force de loi, d'assurer le bon ordre et la libre circulation sur les voies publiques, le Préfet de police a non seulement la faculté mais le devoir strict *d'interdire, même complètement, s'il est nécessaire,* toute opération qui en s'accomplissant sur la voie publique aura pour effet d'en compromettre l'usage normal.

Il a d'ailleurs été jugé en ce sens, par la Cour de cassation, que l'autorité municipale a le droit de *limiter*, dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité de la circulation, le nombre des marchands et industriels dont

1. Art. 22, 1^{er} alinéa.

le commerce et l'industrie s'exercent sur la voie publique, et de *subordonner* en conséquence l'exercice de leur commerce ou de leur industrie à la délivrance d'une autorisation préalable (1). -

Il a encore été jugé que, sans outrepasser les pouvoirs qui lui appartiennent, le maire est légalement qualifié pour « interdire » à toute personne de stationner dans les rues, places et promenades publiques de la commune, pour y étaler des marchandises, et y exercer une industrie, sans s'être munie préalablement d'une autorisation délivrée par lui (2).

Signalons enfin un arrêt de la Cour de cassation qui décide notamment :

« En droit, que l'autorité municipale, par cela même « qu'elle est chargée d'assurer la sûreté et la tranquillité de la voie publique, a le droit de prescrire *les mesures qu'elle juge utiles*... (3). » Et cet arrêt en conclut, dans l'affaire dont il s'agissait, que le principe de la liberté du commerce et de l'industrie n'est pas un obstacle à ce que l'administration puisse, dans l'intérêt de l'ordre, tarifier le prix de leurs courses aux voitures qui se tiennent incessamment, comme les fiacres parisiens, à la disposition du public.

Cette jurisprudence met en lumière l'étendue du pou-

1. Cass., 19 novembre 1875, B. p. 626 ; 18 janvier 1884, B. p. 47
21 avril 1899, B. p. 296.

2. Cass., 6 février 1890, D. 90.I.288 ; 3 décembre 1904, D. 05.I.344.

3. D. 84.I.128. Aff. Sonnifay.

voir réglementaire qui appartient à l'autorité municipale, en matière de professions ou de commerces s'exerçant sur la voie publique. Un tel pouvoir, c'est indiscutable, se trouve tout particulièrement justifié lorsqu'il s'agit d'une ville comme Paris. On se rend très bien compte qu'à contester au Préfet de police les droits qui en l'espèce lui sont reconnus par l'arrêté de messidor, il demeurerait absolument désarmé dans l'accomplissement de sa tâche : les rues, les places publiques et les boulevards les plus fréquentés, seraient comme autrefois, avant la première réglementation de 1851, littéralement envahis par les marchands ambulants, au grand détriment de la commodité du passage. La circulation, déjà si difficile de nos jours, deviendrait de plus en plus dangereuse et impraticable.

Ici, toutefois, une objection se présente. Le Préfet de police, nous dira-t-on, n'excède pas ses pouvoirs s'il se contente de réglementer ou de subordonner à une autorisation préalable l'exercice d'un commerce et d'une industrie sur la voie publique, mais dès que ses arrêtés prennent arbitrairement pour point de départ une interdiction de principe, ils deviennent illégaux.

M. Regray avocat-conseil de la Préfecture de police, dans une consultation inédite en date du 9 mars 1908, admet le bien-fondé de cette doctrine, mais il s'attache à montrer que le Préfet de police n'a jamais posé le principe d'une interdiction absolue. Il fait remarquer à cet effet que, tandis que l'arrêté du maire du Havre

stipule en termes exprès que « la vente et le colportage
« des denrées et comestibles sont *interdits* sur la voie
« publique », l'ordonnance du Préfet de police de Paris en date du 12 septembre 1906 n'interdit que « le
« fait de circuler ou de stationner sur la voie publique
« en quête d'acheteurs avec des marchandises exposées
« en vente sur des étalages portatifs, dans des paniers
« ou sur des voitures à bras. » « C'est, ajoute M. Re-
« gray, la *circulation* ou le *stationnement* en vue de la
« vente sur la voie publique qu'interdit en principe et
« sauf autorisation l'ordonnance du 12 septembre, et
« par conséquent l'intérêt du libre passage dans les rues
« et sur les voies publiques qu'elle sauvegarde — tandis
« que c'est la *vente* sur la voie publique que *prohibe* l'or-
« donnance du 13 mars — et par conséquent, le principe
« de la liberté du commerce et de l'industrie qu'elle
« compromet. »

Ainsi, suivant la thèse d'un jurisconsulte distingué, l'arrêté du maire du Havre devrait être considéré comme illégal, alors que l'ordonnance préfectorale ne présenterait pas ce caractère.

A notre sens, la distinction ainsi établie entre l'interdiction de vendre et l'interdiction de circuler ou de stationner en vue de la vente, est une distinction toute verbale, et, par suite, juridiquement inadmissible. Aucune valeur positive n'est, en effet, attribuable dans l'expérience, à l'espèce qu'elle prétend dégager, attendu que prohiber la circulation ou le stationnement en vue

de la vente, équivalant pratiquement à prohiber la vente même. Il n'y a donc pas ici, en fait, de différence dont on puisse tenir compte, et, s'il en existait une, elle ne pourrait logiquement consister, tout au plus, qu'en une différence de degré. Or, en soi, la légalité est un absolu ; elle n'est pas susceptible de plus ou de moins, et il ne peut exister de différence de degré qu'entre les actes où elle se manifeste, suivant qu'ils l'expriment dans toutes ou seulement dans quelques-unes de leurs parties. Mais quelle différence de degré serait-on, d'autre part, autorisé à considérer, entre deux espèces dont l'une est en réalité inexistante ? Si donc un maire agit illégalement lorsque, dans l'intérêt de la circulation, il interdit en principe tout commerce sur la voie publique, le même caractère d'illégalité doit s'attacher à l'arrêté municipal qui, sans poser le principe de la prohibition, spécifie seulement qu'une autorisation sera nécessaire pour stationner en quête d'acheteurs sur la voie publique. En d'autres termes, lorsqu'on soumet à une autorisation la faculté de commercer dans la rue, on porte atteinte d'une manière détournée mais aussi réelle que par l'effet d'une prohibition directe, au principe posé par la loi du 2-17 mars 1791. Nous estimons donc que présumer l'illégalité de l'arrêté du maire du Havre serait dénier du même coup à l'ordonnance du Préfet de police tout caractère légal. Personnellement, comme on va le voir, nous inclinons pour l'admission de la légalité dans les deux cas.

Toute liberté comporte nécessairement des limites; elle doit s'arrêter là où son exercice compromet, soit une autre liberté, soit l'intérêt général. Or, l'arrêté de messidor et les diverses lois municipales, en conférant au Préfet de police à Paris, et aux maires dans les départements, la responsabilité du maintien de l'ordre et le devoir de protéger la circulation, ont précisément apporté ici à la rigueur du texte de 1791 la *limitation nécessaire*. Et comme elle est aussi judicieuse en soi que pratiquement opportune, cette limitation, logique à la fois et naturelle, est tout à fait conciliable avec le principe de la liberté du commerce interprété au point de vue de l'expérience.

Remarquons enfin que si, conformément à la jurisprudence et à la loi, le Préfet de police et, en province, les maires, ont toute capacité de subordonner à une autorisation préalable l'exercice d'un commerce ou d'une profession sur la voie publique, de leur pouvoir d'autoriser se déduit implicitement celui d'interdire. L'autorité municipale, à notre sens, ne sort donc point de la légalité lorsqu'elle pose, en la matière, une interdiction de principe, car cette mesure est le corollaire naturel de son pouvoir d'autorisation. Nous sommes ainsi fondé à penser que l'arrêté du maire du Havre aussi bien que l'ordonnance de 1906 doivent être considérés comme des actes d'une parfaite légalité. S'il ne devait pas en être ainsi, les pouvoirs donnés à l'autorité municipale en vue d'assurer le maintien de la libre circulation seraient absolument illusoires.

Nous regarderions comme oiseux de nous attacher à montrer quelles désastreuses conséquences pourrait entraîner, surtout à Paris, une interprétation aussi étroite des pouvoirs de l'autorité municipale : elles n'échappent à personne. Il nous reste d'ailleurs à examiner le reproche souvent adressé aux règlements qui nous occupent de porter encore atteinte au principe de l'égalité des citoyens.

Si nous prenons plus particulièrement pour exemple ce qui se passe à Paris, il est manifeste que le Préfet de police ne pourrait sans compromettre gravement l'intérêt de la circulation, accorder à tous ceux qui en font la demande l'autorisation de se livrer au commerce sur la voie publique. Le nombre des permissions accordées aux marchands des quatre-saisons est déjà considérable, et on sait qu'il faudrait plutôt en diminuer le chiffre qu'en délivrer de nouvelles. L'autorité préfectorale se trouve donc obligée non seulement d'interdire absolument le commerce en certains endroits, mais encore d'imposer des limites assez étroites au nombre des autorisations qu'elle concède. De là résulte pour elle la nécessité de faire un choix. Mais elle n'opère pas au hasard cette sélection indispensable, et tout arbitraire en est soigneusement banni. Ce sont toujours les candidats les plus méritants et les plus pauvres qui bénéficient de ses faveurs, et elle se fait une règle de ne fournir ainsi des moyens de vivre qu'à de véritables malheureux. On ne saurait méconnaître qu'elle contri-

bue dans ces conditions à réparer les injustices du sort et qu'elle se révèle, par son œuvre même, comme un instrument intelligent de la moralité sociale.

II

BROCANTEURS AMBULANTS, COLPORTEURS, COMMISSIONNAIRES, CHIFFONNIERS

En dehors des marchands des quatre-saisons qui, par l'importance et le caractère même de leur commerce, méritaient de faire l'objet d'une étude spéciale, les autres professions ambulantes exercées sur la voie publique à Paris sont aussi nombreuses que diverses.

A part un petit nombre d'entre elles dont l'existence se trouve consacrée par une loi ou régie par des règlements particuliers, il faut remonter à l'ordonnance de police du 25 juillet 1862 pour découvrir le texte qui les concerne dans leur ensemble, et dont voici les dispositions fondamentales (1) :

« Il est défendu de s'installer ou de stationner, même
« momentanément, sur la voie publique, pour y expo-
« ser des marchandises ou y exercer une industrie, sans
« être pourvu d'une autorisation émanée de l'autorité
« compétente. »

1. O. P., 25 juillet 1862, chap. III, § 4, n° 115.

1^o PROFESSIONS RÉGIES PAR UNE LOI

Les professions s'exerçant sur la voie publique à Paris et dont l'exercice est régi par une loi, sont celles des *brocanteurs ambulants* et des *colporteurs*.

a). — *Brocanteurs ambulants*.

« Les brocanteurs sont ceux qui revendent de vieux meubles, linges, hardes, bijoux, vaisselle, armes, métaux, ferraille et autres objets et marchandises de hasard, ou qui achètent les mêmes marchandises neuves de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font commerce (1). »

Jusqu'en 1898, il n'existait aucun texte législatif réglementant l'exercice de cette profession. Elle était régie à Paris et dans certaines villes de province, par d'anciennes ordonnances ou par des dispositions réglementaires parmi lesquelles la Déclaration du roi du 29 mars 1778, l'ordonnance de police du 8 novembre 1780 et l'ordonnance du Préfet de police du 3 juin 1831. Dans les localités où ces ordonnances et règlements n'étaient pas applicables, l'autorité préfectorale ou municipale ne pouvait prendre à l'égard des bro-

1. L. 15 février 1898, art. 1^{er}.

canteurs d'arrêtés valables à moins que leurs transactions n'eussent lieu sur la voie publique (1).

La loi du 15 février 1898 a mis fin à cet état de choses. Ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, ce sont les dispositions relatives aux brocanteurs qui, faute d'être établis en boutique, exercent nécessairement leur profession en circulant sur la voie publique. Les *marchands de vieux habits* nous en offrent un exemple caractéristique.

Il est à remarquer tout d'abord que certaines dispositions concernant les brocanteurs à *demeure* s'appliquent également aux brocanteurs *ambulants*. C'est ainsi que les uns et les autres sont indistinctement tenus, à Paris et dans le département de la Seine, de se faire inscrire à la Préfecture de police sur des registres ouverts à cet effet à la première division (2^e sec. du 4^e Bureau), et qu'ils doivent de plus présenter à l'appui de leur déclaration une patente ou un certificat de décharge, et un certificat d'individualité. Il leur est alors délivré un bulletin d'inscription sur timbre à 0 fr. 60.

Les brocanteurs ambulants reçoivent en outre à la Préfecture de police une médaille qui porte avec leurs noms et prénoms le numéro sous lequel ils sont inscrits. Cette médaille doit être portée ostensiblement, et présentée à toute réquisition (2).

1. V. Brayer. *Dict. gén. de police administrative et judiciaire*, vol. I, p. 521 (3^e édition).

2. L. 15 février 1898, art. 3.

Remarquons enfin que les brocanteurs qui n'exercent pas en boutique sont, le cas échéant, soumis à toutes les mesures prescrites pour la tenue des foires et marchés par les ordonnances et arrêtés préfectoraux (1).

b). — *Colporteurs.*

La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse a réglementé les conditions de l'exercice de la profession de colporteur sur la voie publique. Aux termes de l'article 18 « quiconque voudra exercer la profession de « *colporteur* ou de *distributeur* sur la voie publique, « ou dans tout autre lieu public ou privé, de *livres*, « *écrits*, *brochures*, *journaux*, *dessins*, *gravures*, *litho-* « *graphies* et *photographies*, sera tenu d'en faire la « déclaration à la préfecture du département où il aura « son domicile .» La déclaration qui est faite à Paris, à la Préfecture de police (2^e Bureau du Cabinet), doit contenir les nom, prénoms, profession, domicile, âge et lieu de naissance du déclarant. Il est délivré immédiatement et sans frais un récépissé (2). Les mots « sans

1. Nous aurons l'occasion d'exposer plus loin la teneur de ces prescriptions lorsque nous examinerons l'organisation et le fonctionnement des foires et des marchés.

2. Les individus qui exerceront la profession de colporteur sans déclaration préalable ou qui auront fait une fausse déclaration, de même que ceux qui refuseraient de présenter leur récépissé à toute réquisition des agents de l'autorité, seront punis de peines de simple police.

Les colporteurs enfin seront poursuivis conformément au droit com-

frais » doivent s'interpréter ici en ce sens que la déclaration ne doit pas être faite sur timbre, non plus que le récépissé.

Il y a lieu de retenir qu'il n'est pas nécessaire que le colporteur soit Français et jouisse de ses droits civils et politiques : ces conditions exigées par le projet de loi primitif, ont été supprimées au cours de la discussion en même temps que l'obligation du *catalogue* et du *livret* (1).

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas au *colportage accidentel*. Le délit de colportage est un délit *d'habitude* et par suite il faudrait établir plusieurs faits de colportage, à des époques différentes, pour qu'une condamnation puisse intervenir. C'est ainsi que les individus qui, à l'occasion d'une cérémonie publique, telle par exemple que l'inhumation d'un personnage célèbre ou officiel, vendront des photographies, et sans que d'habitude ils fassent profession de colporteur, ne sont pas astreints à la déclaration. Il en est de même des *distributeurs de prospectus* lorsqu'ils ne pratiquent ce métier qu'accidentellement.

De même que l'exercice de la profession de colporteur, le *criage* des *écrits*, journaux et imprimés, sur

mun « s'ils ont sciemment colporté ou distribué des livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies ou photographies « présentant un caractère délictueux. » L. 29 juillet 1881, art. 22.

1. Circ. Justice, 9 novembre 1881.

la voie publique, est entièrement libre depuis la promulgation de la loi du 28 juillet 1881.

Il est à noter cependant que ceux qui *crient* les journaux peuvent de ce fait commettre des délits de droit commun pour lesquels ils s'exposent à être poursuivis. Ainsi l'annonce mensongère d'une catastrophe destinée à attirer les acheteurs, en piquant la curiosité publique, peut justifier à bon droit une inculpation d'escroquerie. La loi du 19 mars 1889 a d'ailleurs interdit d'annoncer les journaux autrement que par leur titre, leur prix, l'indication de leur opinion et les noms de leurs auteurs ou rédacteurs. C'est même en vue de se soustraire aux inconvénients de cette loi que les journaux, depuis sa promulgation, ont pris l'habitude d'imprimer en gros caractères, en tête de leur première page, le titre des articles qui concernent des actualités sensationnelles. Remarquons, en dernier lieu, qu'à Paris spécialement, diverses ordonnances de police ont défendu aux colporteurs et crieurs de journaux d'exercer leur profession dans les marchés (1), dans les abattoirs (2), dans le marché aux bestiaux de la Villette (3), dans la Bourse du Commerce (4), sur les bateaux, les pontons et aux abords des escales (5). Il leur est enfin interdit,

1. O. P. 30 décembre 1865, art. 39.

2. O. P. 20 août 1879, art. 45.

3. O. P. 12 octobre 1867, art. 15.

4. O. P. 1^{er} octobre 1889, art. 5, § 4.

5. O. P. 30 avril 1895, art. 106.

en général, de se livrer à leur commerce dans les cours et gares des chemins de fer (1).

2° PROFESSIONS AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES SPÉCIALES.

Des ordonnances de police ont tout spécialement réglementé ce qui a trait à l'exercice des professions de *commissionnaire* et de *chiffonnier ambulant*.

a). — *Commissionnaires*.

Il y a lieu de distinguer les *commissionnaires avec stationnement* (2) sur la voie publique, et les individus qui exercent la profession de *commissionnaire aux abords des édifices* consacrés au culte.

Les premiers sont soumis aux règles édictées par l'ordonnance de police du 1^{er} juillet 1839.

Tout individu qui veut exercer l'état de *commissionnaire avec stationnement* sur la voie publique doit se pourvoir d'un livret *ad hoc* et d'une médaille qui sont délivrés par la Préfecture de police (3). Les commis-

1. O. R. 15 novembre 1846, mod. par décret, 1^{er} mars 1901, art. 66.

2. La plupart d'entre eux exercent en même temps la profession de *circueurs de boîtes* et sont autorisés à cet effet à placer sur le lieu de leur stationnement une installation spéciale.

3. 1^{re} division, 4^e bureau, 2^e section.

sionnaires doivent non seulement porter leur médaille d'une manière ostensible, mais ils sont tenus de présenter leur livret à toute réquisition des agents de l'autorité ou des personnes qui les emploient. En outre de l'interdiction qui leur est faite de stationner sur la voie publique en un point autre que celui indiqué en dernier lieu sur leur livret, il leur est défendu de vendre, engager ou prêter leur médaille ou leur livret, sous peine d'en être privés. Lorsque pour une raison ou pour une autre ils renoncent à leur état, ou même cessent temporairement de l'exercer, ils doivent déposer à la Préfecture la médaille et le livret qui leur ont été délivrés.

Ajoutons enfin qu'il est interdit aux commissionnaires de former des groupes sur la voie publique et d'entraver de toute autre manière la liberté de la circulation. Il leur est de plus recommandé d'user de politesse et d'égards envers le public, et celui d'entre eux qui commettrait une action contraire à la probité ou prendrait part à des désordres, pourrait se voir retirer temporairement ou même définitivement, la permission qui lui a été accordée.

En dehors de ceux qui sont admis au stationnement sur la voie publique, il existe, aux termes de l'arrêté du Préfet de police en date du 16 mai 1842, une catégorie de commissionnaires *spécialement affectés au service des voitures aux abords des églises*.

Ils peuvent sans doute, comme les autres, faire des commissions pour le public, mais leur présence devant

l'église à laquelle ils sont attachés, est obligatoire les dimanches et les jours où certaines solennités religieuses réunissent un concours plus ou moins grand de personnes (1). Ils doivent stationner sur le parvis des églises et ont seuls le droit tant *d'ouvrir et de fermer les portières des voitures*, que de les faire approcher et d'appeler les cochers.

Ces commissaires sont pourvus d'une permission timbrée qu'ils doivent faire renouveler chaque année, sous peine de révocation ; et en cas de changement de domicile, ils sont tenus d'en donner avis dans les vingt-quatre heures à la Préfecture de police (2). Ajoutons enfin que, s'ils sont autorisés à recevoir du public de légères rétributions, ils ne doivent rien exiger, et ne formuler aucune réclamation à cet égard.

b). — *Chiffonniers ambulants.*

L'exercice de la profession de chiffonnier ambulant est régi par l'ordonnance toujours en vigueur du 1^{er} septembre 1828.

Les chiffonniers ambulants doivent être pourvus d'une médaille d'autorisation, délivrée à la Préfecture de police, indiquant leurs nom, prénoms, sobriquet, numéro, et qu'ils ne peuvent ni prêter ni céder. Ils sont

1. Arr. P. P. 16 mai 1842, art. 2.

2. Bureau du personnel.

astreints à représenter leur médaille et à laisser visiter leur hotte à la première réquisition des agents de l'autorité. Dans le cas où ils trouveraient des objets précieux, ils sont tenus d'en effectuer le dépôt au service des objets trouvés. Ils ne peuvent exercer après minuit, en toutes saisons ; avant le jour, en été, ou avant 5 heures du matin en hiver ; et enfin il leur est interdit formellement de se faire accompagner par des chiens (1).

III

PROFESSIONS ET PETITES INDUSTRIES SOUMISES A L'AUTORISATION PRESCRITE PAR L'ORDONNANCE DU 25 JUILLET 1862.

Nous avons vu qu'un nombre restreint de professions et de petites industries peuvent s'exercer en fait sur la voie publique, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'ordonnances qui les ont spécialement réglementées : toutes les autres, c'est-à-dire la grande généralité, demeurent soumises à l'ordonnance de 1862 qui, sans en spécifier aucune, a posé pour toutes le principe de l'autorisation préalable.

1. Aux termes de l'ordonnance de police du 30 avril 1895 (art. 138, § 9), les chiffonniers peuvent être autorisés à opérer, à des heures déterminées et en certains points fixés, le triage de leurs chiffons sur les berges de la Seine.

Il y a lieu de remarquer toutefois que si l'autorisation est la règle, elle n'est accordée en fait que dans des cas assez rares et à titre tout à fait exceptionnel. Comment expliquer alors, pourra-t-on nous demander, le nombre considérable de *petits artisans, de camelots et de marchands au panier* qui peuplent la rue parisienne? Nous ne ferons pas difficulté de répondre que très peu de ces industriels sont autorisés (1). En réalité, c'est seulement en vertu d'une *coutume tolérante* qu'on les laisse exploiter la voie publique, bien qu'ils soient en contravention manifeste avec l'ordonnance de 1862. Les agents de service ferment les yeux sur leur présence tant qu'ils ne se groupent pas d'une façon gênante, qu'ils n'importunent pas les passants, qu'ils n'occasionnent ni désordre ni encombrement, et surtout qu'ils disparaissent à la première réquisition (2).

1. Il n'est pas hors de propos de mentionner que la Préfecture de la Seine, après avis de la Préfecture de police, accorde parfois, à *titre gratuit*, à des gens nécessiteux ou infirmes, des permissions spéciales pour stationner en quête d'acheteurs, notamment le dimanche dans certains endroits déterminés. C'est ainsi que des *marchands de ballons* ou de menus jouets sont autorisés quelquefois à s'installer et à s'arrêter *aux abords des barrières* de Paris.

2. En cas de résistance aux injonctions des agents la procédure suivie est celle-ci : Le contrevenant est conduit devant le commissaire de police qui, la première fois, se borne à une réprimande. En cas de récidive, s'il s'agit de petits vendeurs, la marchandise est saisie, et suivant qu'elle est périssable ou non, elle est envoyée à la Fourrière ou aux Halles. Dans ce dernier cas elle est vendue à la criée pour le compte du contre-

Les professions et les petites industries pratiquées ainsi sur la voie publique sont aussi nombreuses que diverses: on peut dire que chaque jour en voit naître de nouvelles, à mesure que d'autres disparaissent (1). C'est pourquoi, outre qu'il nous suffit d'avoir indiqué ici le principe de réglementation auquel elles sont indistinctement soumises, nous ne saurions entreprendre d'en présenter une énumération qui fût tant soit peu complète. A défaut cependant de ce catalogue, dont tout l'intérêt serait d'être pittoresque, on nous saura gré, peut-être, d'esquisser au moins une sorte de classification administrative de ces industries.

Cette classification comprendrait en première ligne les individus dont la profession ne nécessite pas un stationnement, même très court, sur la voie publique et qui, par suite, ne rentrent pas dans la catégorie des ambulants pour qui l'autorisation est obligatoire. Tels sont, par exemple, les *vitriers* et les *ramoneurs* qui an-

venant. A la Fourrière, l'intéressé ne peut la retirer qu'en acquittant les frais de transport et les droits de garde. Il est dressé en outre convention à l'ordonnance du 12 septembre 1906, s'il s'agit d'individus débitalant des légumes et denrées des quatre-saisons dans des paniers et étalages portatifs. Tous les autres cas relèvent de celle du 25 juillet 1862.

1. La profession de *porteur d'eau* a disparu avec l'amélioration des conditions de l'habitation. Il n'est plus d'immeubles nouveaux aujourd'hui qui n'aient l'eau à tous les étages. Mentionnons, à titre de curiosité que la profession de « fontainier » a survécu à celle des porteurs d'eau.

noncent leur passage dans la rue par des *cris*, et qui, lorsqu'ils y sont conviés, pénètrent à l'intérieur des maisons pour y exercer leur industrie. Tels sont encore les *carreleurs* (1), les *marchands de peaux de lapins*, les *marchands de tonneaux*, les *rempailleurs de chaises* (2), etc.

Tous ces petits industriels et marchands circulent sur la voie publique conformément à sa destination normale, et, pour les empêcher d'exercer, l'autorité compétente ne saurait sans abus arguer de son droit d'assurer la libre circulation. Des contraventions pourraient seulement leur être dressées en vertu de l'ordonnance de police du 6 juin 1851 (art. 1^{re}) qui interdit [aux marchands circulant sur la voie publique de *provoquer l'attention du public, en faisant usage de cors, clairons, tambours, crécelles et autres instruments* (3).

A côté de ces professions, il faut citer celles qui, rentrant dans le cadre de l'ordonnance de 1862 ou de celle

1. Les *carreleurs* raccommodent les chaussures usagées.

2. Les *rempailleurs de chaises* sont suivis le plus souvent, de même que les *marchands de tonneaux*, d'une voiture qui circule sans arrêt sur la voie publique. On ne peut donc leur objecter que leur industrie gêne plus particulièrement la circulation. Ils ne contreviendraient à l'ordonnance de 1862 que s'ils *travaillaient* sur la voie publique.

3. A moins d'interdiction spéciale, il n'est pas défendu en principe aux petits industriels et vendeurs circulant sur la voie publique de s'annoncer par des *cris*, durant la journée.

du 12 septembre 1906, ne subsistent que par l'effet d'une tolérance. Il faut distinguer à ce sujet les *petits industriels* des *petits vendeurs*. Parmi les premiers, ceux que l'on rencontre le plus fréquemment sont les *raccommodeurs de faïence et de porcelaine* ou de *paniers*, et les *tondeurs de chiens* sur les quais ; on s'abstient de les inquiéter, tant qu'ils ne gênent pas la circulation (1).

A la suite des professions de ce genre, vient se placer la foule considérable des petits vendeurs de toutes catégories, habituellement désignés sous la dénomination de *camelots*. Nombreux, même dans les grandes voies, ils vendent, tant le jour que le soir, des bibelots de toute nature, au grand déplaisir parfois des passants et des consommateurs qu'ils vont importuner

1. Les *photographes, peintres et dessinateurs amateurs* sont autorisés en principe à dessiner, à peindre et à prendre des photographies sur la voie publique, ainsi que dans les bois, squares, parcs, et promenades municipales, à la condition de ne pas gêner la circulation et de se conformer aux règlements et aux prescriptions des agents du service.

Telle est en substance la réponse que reçoivent d'ordinaire les nombreux photographes et dessinateurs qui viennent se renseigner sur leurs droits à la Préfecture de police. Il a fallu toutefois pour établir cette jurisprudence une entente avec la Préfecture de la Seine, de qui relèvent les gardiens des bois, squares, parcs et promenades municipales.

En fait, les *professionnels* sont tolérés dans les mêmes conditions ; toutefois lorsqu'ils ont besoin d'utiliser certaines installations encombrantes, il est préférable, dans leur intérêt, qu'ils demandent une autorisation. La permission qui leur est alors délivrée est *temporaire et essentiellement révocable*.

aux terrasses des cafés. Les *vendeurs de lacets*, de *papier d'Arménie*, de *jouets* et d'*articles de Paris*, de *statues en plâtre*, les Arabes qui circulent avec leur *pacotille* aux bras, les individus encore qui vendent des *olives*, de *petits ballons*, de l'*eau de coco* dans des récipients portés à la main, nous en offrent, à ne citer que ces exemples, des types très diversifiés (1).

Il existe enfin une catégorie importante de ces vendeurs, appelés communément *marchands au panier* et qui, notamment aux abords des marchés découverts et des stationnements des marchands des quatre-saisons où il leur est plus facile de se dissimuler, exposent en vente et colportent à l'aide d'éventaires, de hottes ou de paniers, parfois même de parapluies, soit des légumes, des fruits (2) ou des fleurs suivant les saisons, soit de la mercerie, de la bimbeloterie ou de la menue lingerie.

Nous ferons une classe à part de la catégorie des *saltimbanques*, *joueurs d'orgue*, *musiciens* et *chanteurs ambulants*, autrefois autorisés, moyennant certaines conditions, en conformité de l'ordonnance de police du

1. Les individus qui mènent sur la voie publique des *troupeaux de chèvres* dont ils opèrent la traite en cours de route, au gré des acheteurs, doivent être munis d'une autorisation spéciale.

Convient-il de signaler, au moins pour mémoire, les *ramasseurs de bouts de cigares*? Ces individus que les vieux Parisiens ont pu voir autrefois, place Maubert, vendre aux amateurs le tabac ramassé par eux dans les rues, ne sont plus tolérés à stationner pour ce genre de commerce.

2. Dans cette catégorie de vendeurs se rangent les professions bien connues de *marchand de mouron* et de *cresson de fontaine*.

28 février 1863. Depuis, l'ordonnance du 20 avril 1881 leur a formellement interdit de stationner sur la voie publique, pour y exercer leur profession. Néanmoins, les jours de fête, et même parfois en temps ordinaire, ils peuvent être autorisés par tolérance à stationner, à la condition d'être expressément munis d'une autorisation délivrée soit par l'officier de paix de l'arrondissement, soit par le commissaire de police du quartier où ils ont l'intention de se produire (1).

Comme on le voit, de ces centaines d'individus qui, sur la voie publique parisienne, exercent une profession ou une petite industrie, le plus grand nombre est

1. La question des *joueurs d'orgue*, notamment, a fait couler des flots d'encre, ces temps derniers. La presse parisienne s'est émue d'une prétendue ordonnance nouvelle qui devait entraîner leur disparition certaine. En fait il n'a pas été pris de nouvelles mesures à l'égard des joueurs d'orgue, et l'on s'est borné à appliquer à cette profession l'ordonnance de police du 20 avril 1881 à laquelle elle demeure assujettie. Les joueurs d'orgue ne peuvent exercer leur profession dans Paris, excepté les jours de l'an, de la fête nationale, de la mi-carême et du mardi gras. Ils peuvent d'ailleurs obtenir des autorisations spéciales pour venir dans les fêtes foraines.

On ne saurait toutefois, en temps ordinaire, les empêcher, de même que les chanteurs ambulants, d'exercer leur profession dans les cours intérieures des immeubles privés et sous le porche des portes cochères, avec l'autorisation du concierge. Mentionnons à ce propos qu'il n'est pas non plus possible d'empêcher les stationnements de marchands de légumes dès lors qu'un propriétaire les autorise à s'installer sous son porche.

Il est à noter enfin que, par dérogation à l'ordonnance de 1881, le Préfet de police accorde en banlieue des autorisations aux musiciens ambulants, sous la réserve de l'assentiment des maires.

dépourvu de toute autorisation officielle. En réalité, on se trouve presque toujours en présence de pauvres gens, souvent même de sujets âgés ou infirmes, et si l'administration est parfois obligée de sévir contre eux dans l'intérêt de la circulation, la plupart du temps au contraire elle ferme bienveillamment les yeux par un sentiment d'humanité facile à comprendre et dont personne n'aurait le courage de la blâmer.

CHAPITRE II

COMMERCE ET PROFESSIONS DONT L'EXERCICE ENTRAINE UNE OCCUPATION TEMPORAIRE DE LA VOIE PUBLIQUE

A côté des professions ambulantes proprement dites et des petites industries qui n'ont besoin, pour la vente ou l'exercice du métier, que d'un stationnement très court, d'autres professions et d'autres manifestations commerciales donnent lieu à une véritable occupation temporaire, et plus ou moins prolongée, de la voie publique. Ce sont notamment les *fêtes foraines*, les *marchés découverts* tenus à jours fixes, les *étalages* et, d'une manière générale, les petites installations *mobiles*, temporairement autorisées dans un but de commerce sur la voie publique.

I

LES FÊTES FORAINES

Les *fêtes foraines* sont actuellement régies par l'ordonnance du Préfet de police en date du 21 février 1906.

Ces fêtes ont pris, depuis un certain nombre d'années, une extension considérable à Paris. Elles se tiennent du 1^{er} septembre au 30 juin, d'après un tableau de roulement, et font chacune l'objet d'un arrêté spécial d'autorisation. Quelques-unes sont exceptionnellement autorisées en dehors des époques précitées. Elles ont lieu dans douze arrondissements sur vingt, à savoir les VII^e, X^e, XI^e, XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e, qui sont tous des arrondissements excéntriques.

A. — ORGANISATION GÉNÉRALE DES FÊTES FORAINES

1° Placement des forains.

Les emplacements attribués aux forains sont adjugés aux enchères (1). Les adjudications s'effectuent à la mairie par les soins de la municipalité responsable, et en présence du commissaire de police délégué à cet

1. Le taux des enchères varie suivant le degré d'importance des trois catégories dans lesquelles on a coutume de ranger les industriels forains.

Il faut, en effet, distinguer d'abord ceux qui, le plus souvent assez fortunés, exploitent les théâtres, les ménageries et ces grands manèges dont certains avec les machines motrices, valent plus de 100.000 francs. Vient ensuite les marchands, les tenanciers de tir et de loteries, les lutteurs, etc...

Dans une troisième catégorie, il faut enfin placer les « camelots » très nombreux, qui se contentent d'une installation modeste, d'une table pliante, ou même d'un simple tapis.

effet par le Préfet, aucune place ne devant être concédée sans son assentiment. L'adjudication doit se faire verbalement et aucune soumission sous pli cacheté n'est admise.

L'accès de la salle où ont lieu les enchères est rigoureusement réservé aux industriels forains munis du carnet réglementaire ainsi que de leur patente. Il ne peut être adjugé à chacun des titulaires de carnets qu'un emplacement unique.

La perception des droits de place est opérée par les agents officiels de la municipalité, sans l'intermédiaire de comités ou d'entrepreneurs de fêtes.

Avant le placement définitif des forains, il doit être consigné, par l'effet d'une contribution collective, une somme dont le montant, fixé par le préfet de la Seine, est déposé à la caisse municipale, et servira de garantie pour les dégâts qui pourraient être causés aux plantations et aux ouvrages de la voie publique (1). Cette

1. On peut se demander si les particuliers n'auraient pas, en vertu de l'article 1382 du Code civil, le droit d'exiger des dommages-intérêts à raison du préjudice que leur causent les fêtes foraines, par le fait notamment des bruits assourdissants qui se prolongent fort avant dans la nuit et constituent des obstacles certains à la tranquillité et au repos du voisinage.

Dans l'état actuel des choses, il paraît difficile qu'une indemnité puisse leur être accordée de ce chef. Les fêtes foraines dont ils se plaignent, existent en effet depuis fort longtemps. Elles existaient bien longtemps avant leur entrée comme locataires dans la maison qu'ils habitent, très souvent même antérieurement à la construction de l'immeuble. Ces mo-

somme s'élève pour l'ensemble des fêtes foraines à environ 250.000 francs par an.

Les droits de place ainsi perçus sont déposés à la

tifs rendraient de même le recours du propriétaire difficilement recevable.

Il n'en serait pas ainsi, à vrai dire, s'il s'agissait d'installations foraines telles que l'administration en autorise aujourd'hui dans certains quartiers où aucune fête de ce genre ne se tenait auparavant. On ne pourrait dans ce cas opposer aux propriétaires l'objection d'une habitude locale connue d'eux avant la construction de leur immeuble, pas plus que l'on ne pourrait débouter les locataires sous prétexte qu'ils savaient à quoi s'en tenir, quand ils ont loué, sur les inconvénients de l'habitation.

Pourtant, même dans le cas où une fête foraine existerait depuis longtemps dans un quartier, les habitants pourraient, semble-t-il, être recevables à quelques égards dans leurs demandes d'indemnité. Il est certain, en effet, que les fêtes foraines troublent beaucoup plus aujourd'hui la tranquillité du voisinage qu'elles ne le faisaient à l'origine. Supportable à la rigueur autrefois, leur vacarme ne l'est plus guère de nos jours, en raison de l'augmentation des baraques, des perfectionnements de tout genre apportés au matériel et, en particulier, de l'emploi des machines électriques où les manèges puisent leur force motrice.

Le dernier mot sur cette question nous paraît avoir été dit par *M. Berthélemy*, professeur à la Faculté de droit de Paris : « La gêne temporaire « résultant pour un voisin de l'occupation conforme aux habitudes locales ne saurait être la base d'une action en dommages-intérêts. Si ce- « pendant une autorisation nouvelle était donnée à des entrepreneurs de « spectacles, cirques, ménageries, théâtres, musées ambulants, à l'effet « d'occuper temporairement une place qui n'a jamais été soumise à un tel « usage, il faudrait admettre sans hésiter que les tiers lésés peuvent se « plaindre, et obtenir non seulement des dommages-intérêts pour la gêne « éprouvée, mais encore le déguerpissement de l'installation autorisée « administrativement. » (*Traité élémentaire de droit administratif* (4^e éd.), p. 429, note 1, *in fine*.)

Caisse des Écoles de l'arrondissement ou, par exception, versés à d'autres œuvres de bienfaisance. Seul le montant des droits recueillis à l'occasion de la Foire au pain d'épices, devenue en fait aujourd'hui une véritable fête foraine, demeure définitivement dans la caisse de la ville.

Au sujet des droits permis au profit de la caisse des écoles, M. Armengaud, ancien conseiller municipal de la ville de Paris, a écrit les lignes suivantes que nous ne saurions qu'approuver : « Tout d'abord, dit-il, « en y réfléchissant, on se trouve en présence d'une « charité mal comprise et l'on tourne vraiment dans « un cercle vicieux. En effet, d'où sort l'argent qui va « remplir l'escarcelle des forains et dont une partie seulement va aux caisses des écoles ? Précisément des « poches des malheureux parents dont on assiste les « enfants, car c'est dans les baraques de ces fêtes qu'ils « vont gaspiller leurs économies en faisant une station « de plus chez les marchands de vin. Au lieu de laisser faire l'aumône à leurs enfants, ne serait-il pas préférable pour leur propre dignité que ce soit eux qui « payent directement les vêtements qui leur sont distribués par le canal des forains (1) ? »

Il nous reste enfin à signaler, en ce qui concerne l'organisation générale des fêtes foraines, que l'ordon-

1. JULES ARMENGAUD. *Nettoyons Paris*, p. 43. (Librairie Moderne, 1, rue de la Trinité.)

nance du 21 février 1906(1) a pris diverses dispositions pour que la libre circulation soit assurée entre les baraques, ainsi que pour déterminer les conditions de stationnement des voitures indispensables à l'exploitation de l'industrie des forains. Ces véhicules, remarquons-le, peuvent seuls demeurer sur le champ de fête. Ils doivent d'ailleurs porter comme marque distinctive, à côté de la plaque réglementaire, une étiquette marquée au timbre du commissariat de police du quartier.

2^e Conditions relatives à la concession des
emplacements. — Carnets.

Pour obtenir un emplacement dans une fête foraine, il faut avoir la qualité reconnue de *forain*. Cette qualité s'acquiert par la délivrance d'un *carnet spécial*, fourni et visé par la Préfecture de police. Ces carnets sont donnés aux pétitionnaires français, sujets ou protégés français ou Suisses, âgés de 16 ans au moins, de bonnes vie et mœurs, et habitant le département de la Seine depuis une année au moins (2).

Le placement des forains est effectué par les soins du commissaire de police qui a assisté à l'adjudication des places : ces derniers ne peuvent exercer aucune

1. Art. 2, 3 et 4.

2. O. P. 22 février 1863.

autre profession que celle indiquée sur leur carnet et il leur est interdit de louer ou céder à d'autres forains, même munis de carnets réguliers, tout ou partie des emplacements qui leur ont été attribués.

3° Protection des arbres et des ouvrages de la voie publique.

L'ordonnance du 21 février 1906 (1) a pris des dispositions pour que les divers ouvrages de la voie publique n'aient pas trop à souffrir de l'établissement des fêtes foraines (2). C'est ainsi qu'il est, en règle générale, interdit aux forains de se servir des arbres, des candélabres, des édicules et des banes, pour y appuyer ou attacher leurs baraques. Les canivaux, bouches d'eau et d'incendie, regards d'égouts, avertisseurs d'incendie et autres ouvrages, doivent être dégagés de façon à rester accessibles en tout temps.

Il n'est pas sans intérêt de relever dans la réglementation nouvelle qu'aucun établissement forain ne peut être installé sur les emplacements au-dessous desquels passé le chemin de fer Métropolitain, sans l'assentiment formel de l'ingénieur de la circonscription, chargé du service municipal de la voie publique. Cette disposition concerne spécialement les établissements forains,

1. Art. 11, 12 et 13.

2. On sait, qu'en prévision des dégâts inévitables, les forains versent une certaine somme à la caisse municipale.

tels que les grands manèges dont la force motrice est fournie par des machines électriques et par des dynamos dont le poids est considérable. Ajoutons d'autre part que les stations du Métropolitain doivent avoir leurs abords parfaitement dégagés.

Malgré ces précautions nombreuses, non seulement les fêtes foraines occasionnent des dégâts auxquels il est difficile de remédier complètement, mais encore elles apportent à la libre circulation, et quelquefois durant de longues semaines, une gêne considérable.

B. — PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES. — INTERDICTIONS.

1° *Musique.*

Aux termes de l'article 15 de l'ordonnance du 11 février 1906, « les directeurs de théâtres forains, de manèges, de chevaux de bois et tous autres forains, ne pourront faire usage pour leurs orchestres ou parades, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, d'aucuns instruments bruyants, tels qu'orgues à trompettes, orgues expressifs, grosses caisses, cloches, gongs, etc... ; toute parade ou musique devra d'ailleurs cesser à 11 heures du soir. L'emploi des sifflets de machines à vapeur et des sirènes est interdit. »

L'expérience démontre qu'en fait ces prescriptions demeurent le plus souvent inobservées. Les orgues, la grosse caisse, les cloches, les sifflets, les gongs sévis-

sent en liberté dans les fêtes foraines de la capitale, et il y aurait lieu, semble-t-il, de ne point laisser tomber en désuétude les règlements qui les interdisent.

2° Industries interdites.

Certains jeux susceptibles de dégénérer facilement en escroquerie sont expressément défendus. Ce sont, d'une manière générale, les jeux de hasard et notamment :
« le sept, le huit, le quadrille parfait, la boule orientale, la parfaite égalité, le cinquante-deux, le passe-onze, le bonneteau, le quarante-huit, la passe anglaise, le malot, les petits-chevaux ou courses de salon, la baraque, le billard des nations, le national, les cinq billes, le billard à cheminée, etc., ainsi que les jeux dans lesquels les lots sont remboursables en argent ou en tabac et cigares. »

D'autre part, les « exhibitions de phénomènes vivants, les spectacles présentant un caractère obscène ou répugnant, et les exhibitions de femmes sous quelque forme que ce soit » sont également prohibés. De même le *placement* des somnambules (1), charlatans, den-

1. Bien que le « placement » des somnambules soit interdit, on les tolère en fait lorsqu'ils stationnent sans installations de tables ou de boutiques. Il y aurait lieu de ne pas oublier cependant qu'aux termes du paragraphe 7 de l'article 474 du Code pénal, « ceux qui font métier de deviner et de pronostiquer ou d'expliquer les songes » sont passibles devant les tribunaux de simple police d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement.

tistes et chanteurs ambulants est prohibé en principe. Ajoutons qu'aucun bal ne peut être installé dans les fêtes foraines. Toutefois à l'occasion de certaines fêtes publiques, notamment de la Fête Nationale, des bals en plein air sont exceptionnellement autorisés sur certaines places et sur certains carrefours désignés par la Préfecture.

3° *Enfants.*

Conformément à la loi du 7 décembre 1874, les saltimbanques, acrobates, montreurs d'animaux ou directeurs de cirque qui emploieraient, soit dans leurs exercices, soit dans leurs parades, des enfants de moins de 16 ans, ou de moins de 12 ans, dans le cas où il s'agirait de leurs propres enfants, pourraient être poursuivis devant les tribunaux.

4° *Visites des installations.*

Les diverses installations foraines sont visitées à Paris par les services techniques de la Préfecture de police (1),

1. En ce qui concerne les Fêtes foraines tenues dans la banlieue de Paris, le public ne peut être admis à l'intérieur des baraques qu'après leur vérification par l'architecte communal, et l'exécution des mesures de sécurité qu'il aura cru devoir prescrire (O. P. 21 février 1906, art. 80).

Ajoutons que les prescriptions générales relatives aux fêtes foraines dans Paris s'appliquent également aux fêtes autorisées dans les communes du ressort de la Préfecture de police, c'est-à-dire dans tout le département de la Seine et dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres, rattachées, comme on sait, par l'arrêté des Consuls du 3 brumaire an IX, à la compétence territoriale du Préfet de police.

et les prescriptions de ces services doivent être immédiatement exécutées, sous peine de se voir interdire le champ de fête, pour les forains qui ne s'y soumettraient pas.

C. — PRESCRIPTIONS SPÉCIALES A CERTAINES
PROFESSIONS

Ces prescriptions, contenues dans les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 21 février 1906, concernent spécialement les musées d'anatomie, les photographes, les chemins de fer aériens et les jeux similaires ou analogues, tels que les montagnes russes, les toboggans, les balançoires, les ménageries, et enfin d'autre part, l'emploi de machines à vapeur.

Les *musées d'anatomie* ne doivent exposer que des pièces n'offrant pas un caractère répugnant et de nature à provoquer de la part des visiteurs des réflexions obscènes. Tout *musée secret* est interdit.

Les *photographes* doivent afficher à l'intérieur, près de l'entrée de leur établissement et en caractères très apparents, un relevé de leur tarif suivi des mots *sans suppléments à payer*.

Les *appareils à vapeur* employés dans les manèges et autres établissements forains doivent avoir fait l'objet de l'autorisation prescrite par l'ordonnance de police du 3 janvier 1888 (art. 1^{er}). Aux termes de l'article 43 de cette ordonnance, la conduite et la direction des machi-

nes à vapeur ne doivent être confiées qu'à des personnes pourvues d'un certificat de capacité spécial.

L'installation des *chemins de fer aériens* et des jeux analogues et similaires, tels que *montagnes russes*, *toboggans*, et *balançoires* doit satisfaire à des conditions déterminées de solidité. Des mesures doivent être également prises pour que le public spectateur soit maintenu à la distance exigée pour sa sécurité. L'accès du jeu ne peut être permis aux enfants au-dessous de quinze ans non accompagnés : cette prescription est en réalité fort peu observée dans la pratique.

En ce qui concerne les *ménageries*, toutes précautions reconnues utiles doivent être prises en vue d'éviter l'évasion des animaux, et en particulier au moment de l'entrée des dompteurs dans les cages.

D. — THÉÂTRES, CIRQUES ET AUTRES SPECTACLES

Avant de procéder au montage de leur établissement, les directeurs de théâtres, cirques et ménageries, et en général de tous les établissements où le public est admis à pénétrer, doivent faire au commissariat de police la déclaration du nombre de spectateurs qui peuvent y être reçus (1).

1. Aux termes de l'article 27 de l'ordonnance de 1906, cette déclaration doit être basé sur les données suivantes : « Chaque spectateur assis doit poser d'une longueur de banquette de 0 m. 50 au moins, et il ne devra jamais y avoir plus de trois personnes par mètre carré. »

Lorsque le montage de ces établissements est terminé, ils sont visités

Un passage desservant toutes les catégories de places doit être ménagé dans toute la longueur de la salle. Toute salle contenant plus de quatre cents personnes doit avoir au moins deux issues opposées et d'une largeur minimum d'un mètre. Les sorties doivent être constamment dégagées de tout obstacle.

Des mesures spéciales ont été prises enfin en vue de parer à tout danger d'incendie : c'est ainsi que le dessous des gradins doit être libre de tous matériaux ou dépôts combustibles. Dans la partie réservée au public, les établissements « ne pourront être clos et couverts « qu'à l'aide de toile, à l'exclusion de tout tissu imprégné de goudron ou d'autre matière inflammable. » Enfin le matériel de scène, les décors, le rideau d'avant-scène ainsi que les tentures et vélums de la salle doivent avoir été ignifugés.

E. — TIRS.

En raison des dangers spéciaux auxquels ces établissements peuvent donner lieu, des dispositions particulièrement minutieuses ont été adoptées à leur égard.

par un architecte de la Préfecture de police qui s'assure que toutes les prescriptions reconnues utiles dans l'intérêt de la sécurité des spectateurs ont été observées. Cet architecte fait alors un rapport qui est transmis à la Préfecture (2^e Bureau du Cabinet). Si des modifications sont jugées nécessaires, le directeur de l'établissement défectueux en est avisé par les soins du commissaire de police.

Ces dispositions sont contenues dans les articles 36 à 39 de l'ordonnance du 21 février 1906. On a distingué les tirs établis dans les fêtes foraines en deux catégories. En premier lieu se classent les tirs aménagés pour recevoir un ou plusieurs tireurs, libres de diriger, à leur choix, leurs armes sur des buts nombreux, et sans qu'il existe de séparation entre les tireurs. Dans une deuxième catégorie ont été rangés les *tirs à tube* où le champ de tir est limité, pour chaque tireur, par une installation tubulaire qui ne lui permet de viser qu'un seul et unique but.

L'article 36 de l'ordonnance contient les dispositions applicables aux tirs de la première et de la seconde catégorie ; les articles 37 et 38 édictent des prescriptions particulières à chacune des deux catégories suivant sa nature (1).

1. Dispositions applicables aux tirs de la première et de la deuxième catégories.

ART. 36. — Les tirs installés dans les fêtes foraines ne peuvent comporter l'emploi d'armes autres que celles dites « de salon ». Le calibre de l'arme ne peut être supérieur à 6 millimètres. Il est interdit de faire usage de munitions autres que celles définies genre Flobert, Bosquette ou analogues : ces munitions ne doivent pas comporter de poudre.

La longueur du tir ne peut excéder 12 mètres.

Il est interdit de tirer avec des armes autres que celles mises à la disposition du public par le tenancier du tir.

Il est interdit au public de charger les armes : le chargement des armes sera fait par le tenancier du tir ou ses préposés.

F. — ECLAIRAGE. ÉLECTRICITÉ. CINÉMATOGRAPHES

Tout ce qui concerne en général l'éclairage des installations foraines a été l'objet d'une réglementation particulièrement étudiée en raison des dangers d'incendie

Il est interdit de préposer à la surveillance du tir et au chargement des armes des mineurs âgés de moins de 16 ans.

Les exercices de tir seront interrompus pendant le temps nécessaire au contrôle des tirs et au remplacement des cartons et des buts.

Pour éviter cette interruption, un dispositif mécanique pourra être adopté pour faire connaître aux tireurs les résultats des tirs et pour remplacer les cartons et les buts sans qu'il soit nécessaire de circuler dans le champ de tir.

Les lampes et appareils d'éclairage devront être efficacement protégés contre les projectiles.

Dispositions applicables aux tirs de la première catégorie.

ART. 37. — Ces tirs devront être latéralement clos sur toute leur longueur; la clôture sera en bois de sapin d'au moins 0 m. 025 d'épaisseur; des couvre-joints seront placés à l'extérieur sur tous les joints; la clôture aura au moins 2 m. 50 de hauteur.

Les tireurs seront abrités à l'intérieur du tir. Un plafond sera établi au-dessus de l'emplacement des tireurs; ce plafond sera en sapin de 0 m. 018 d'épaisseur au moins; des couvre-joints seront placés à l'extérieur sur tous les joints.

Ce plafond s'étendra en avant du tireur à une distance qui ne sera pas inférieure à 3 mètres et sera prolongée en arrière de la table de tir à une distance d'au moins 0 m. 50.

Sur le surplus de la longueur du tir, en avant du plafond, il sera établi une ou plusieurs gardes horizontales disposées de manière à retenir les projectiles à l'intérieur du tir et à éviter les ricochets. Ces gardes seront en bois de sapin d'au moins 0 m. 018 d'épaisseur; elles seront dou-

que pourrait présenter à cet égard un aménagement défectueux.

blées du côté opposé aux tireurs par une plaque de tôle d'acier d'au moins 1 mm. 1/2 d'épaisseur, parfaitement fixée sur le bois.

Le fond du tir sera entièrement garni de plaques en tôle d'acier ayant au moins 3 millimètres d'épaisseur. Ces plaques seront parfaitement jointives, doublées sous les joints ; elles seront efficacement fixées entre elles et sur le fond.

Des contre-plaques semblables seront établies en avant du fond de tir, derrière les buts les plus fréquemment atteints.

Un dispositif sera adopté pour empêcher le public d'approcher des tireurs et aussi pour empêcher le public et les tireurs de pénétrer dans le champ de tir.

Dispositions applicables aux tirs de la deuxième catégorie (dits « à tube »).

ARR. 33. — Les tirs seront entièrement clos ; la clôture pourra être en toile.

Les tireurs seront abrités à l'intérieur du tir. Les clôtures latérales de cet abri seront en sapin de 0 m. 025 d'épaisseur au moins, avec couvre-joints à l'extérieur sur tous les joints.

Un plafond couvrira entièrement cet abri ; ce plafond sera construit en sapin de 0 m. 018 d'épaisseur au moins ; des couvre-joints seront également placés à l'extérieur sur tous les joints.

La façade du tir, dans laquelle s'ouvrent les tubes, sera en sapin d'au moins 0 m. 018 d'épaisseur ; cette façade sera doublée du côté opposé aux tireurs par des plaques de tôle d'acier d'au moins 1 mm. 1/2 d'épaisseur, bien adhérentes au bois. Cette face du tir s'élèvera jusqu'au plafond de l'abri des tireurs ; la partie inférieure pourra être limitée à 0 m. 20 en contre-bas de la table de tir.

Les tubes seront en tôle d'acier d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ; les tôles seront assemblées avec soin et de manière à ne présenter, du côté des tireurs, aucune saillie à l'intérieur du tube.

Le fond du tir, derrière les cibles, sera formé de deux plaques en tôle

En principe, les théâtres et les établissements forains où pénètre le public, ne peuvent être éclairés qu'au gaz canalisé, à l'huile végétale ou à l'électricité (1).

L'éclairage à l'acétylène est autorisé à l'extérieur de tous les établissements et à l'intérieur des baraques où le public n'est pas admis (2).

Les installations d'énergie électrique ne peuvent être établies sans avoir été au préalable autorisées conformément à la loi du 25 juin 1895, art. 4 (3). Elles ne

d'acier d'au moins 3 millimètres d'épaisseur. Ces plaques réserveront entre elles un espace vide de 0 m. 05 et dépasseront de 0 m. 25 au moins tout au pourtour la section de l'orifice de sortie du tube.

Des rebords destinés à retenir les éclats des balles seront établis autour des plaques du fond ; ces rebords auront une saillie d'au moins 0 m. 15.

Dispositions générales.

ART. 39. — Les clôtures des tirs, les plafonds, les gardes, les fonds des tirs, les tubes, etc., etc., devront être toujours entretenus en bon état et de manière à présenter une résistance suffisante aux projectiles qu'ils doivent retenir, et à éviter les ricochets.

1. Les motifs lumineux comportant des accessoires en celluloïd ou autres matières facilement inflammables sont interdits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des baraques (O. P. 21 février 1906, art. 42).

2. Les écuries ou étables dépendant des établissements tels que cirques, ménageries, etc., devront être éclairées à l'huile végétale par des lanternes closes (O. P. 21 février 1906, art. 44).

3. La loi du 25 juin 1895 concerne l'établissement des conducteurs d'énergie électriques autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques. Aux termes de l'article 4 « aucun conducteur ne peut être « établi au-dessus ou au-dessous des voies publiques, sans une autorisation donnée par le Préfet. »

peuvent non plus être remises en usage d'une fête à l'autre, qu'après une nouvelle déclaration adressée au contrôle des installations d'énergie électrique de la région de Paris, cinq jours au moins avant l'ouverture de la fête, et après exécution des prescriptions qui auraient été imposées, soit aux distributeurs d'énergie, soit aux établissements qui en font emploi (1).

La mise en action des *cinématographes* n'est autorisée que moyennant des conditions préventives à l'observation desquelles il y a d'autant plus lieu de tenir la main que le nombre des spectacles de ce genre s'accroît de jour en jour dans les fêtes foraines (2) et ailleurs.

G. — MESURES D'HYGIÈNE.

Malgré les précautions apportées par les rédacteurs de l'ordonnance dans la détermination des mesures

1. Selon les dispositions de l'article 45 de l'ordonnance sur les fêtes foraines, cette déclaration « devra indiquer, le cas échéant, les modifications ou extensions qui auraient été apportées à l'installation primitivement autorisée. En outre de cette déclaration, le titulaire de l'établissement déclarera par une note déposée à la Préfecture de police, (Bureau des théâtres), huit jours au moins avant l'ouverture de la fête, « la quantité d'énergie électrique qu'il se propose d'employer ; s'il la « produira, ou si elle lui sera fournie par un secteur ; le nombre des « lampes à arc ou à incandescence qu'il utilisera. »

2. Cet envahissement des fêtes foraines par les « cinématographes » leur enlève — de l'avis de bien des gens — le caractère pittoresque qu'elles conservaient il y a quelques années encore, avec les saltimbanques et les bateleurs, à peu près disparus aujourd'hui.

destinées à assurer la salubrité des agglomérations foraines (1), il est bien difficile d'obtenir, dans la pratique, des résultats tant soit peu satisfaisants.

I. Les mesures prescrites en vue de la salubrité dans les fêtes foraines sont contenues dans les articles 49 à 54 exclusivement de l'ordonnance de février 1906.

En voici le texte :

ART. 49. — « Des cabinets d'aisances transportables et des urinoirs en nombre suffisant seront installés sur le champ de fête par les soins des municipalités responsables. Les tinettes mobiles seront enlevées chaque matin. »

ART. 50. — « Chaque forain devra avoir un récipient métallique ou en bois peint, dans lequel il mettra les résidus de ménage, papiers sales, débris de légumes, etc. Il sera absolument interdit de jeter sur la voie publique ces résidus à toute heure du jour ou de la nuit.

« Le balayage et l'enlèvement des immondices devra se faire régulièrement avant 9 heures du matin.

« Il sera interdit d'écouler sur le sol et notamment dans les grilles des arbres des eaux savonneuses ou ménagères quelconques, ainsi que les eaux ayant servi à des manipulations photographiques ou autres. Ces eaux devront être recueillies dans un seau étanche qu'on ira vider à la bouche d'égout la plus voisine. Le seau sera lavé après chaque déversement à l'égout. »

ART. 51. — « Les cages d'animaux dans les ménageries et autres établissements devront être lavées régulièrement au moins une fois par jour au moyen d'eau additionnée d'une solution de chlorure de zinc (500 grammes de chlorure de zinc suffisent pour 20 litres d'eau ; la dissolution doit se faire dans un vase de bois, de verre ou de faïence).

« Les urines des animaux seront canalisées ; elles seront recueillies ainsi que les sciures de nettoyage dans des vases étanches contenant une dissolution de chlorure de chaux, et portées à la bouche d'égout la plus voisine.

M. Armengaud, partisan résolu de la suppression des fêtes foraines, s'exprime ainsi sur cet important sujet (1) : « Comme ces maisons ambulantes, dans les-
« quelles vivent des centaines de personnes accumulées
« dans de petits espaces, ne sont pas disposées pour
« l'écoulement des eaux et l'enlèvement des détrit-
« et des immondices, on est obligé d'établir des édicu-
« les de nécessité, latrines, water-closets, et de procé-
« der à la désinfection des ménageries et des cirques,
« de telle sorte que, malgré les précautions prises au
« point de vue de la propreté et de l'hygiène, il reste
« sur le sol, après le départ des forains, des foyers d'in-
« fection dont se ressent l'état sanitaire de tout le
« voisinage. »

M. Armengaud traite ensuite des dangers que présentent *au point de vue moral* les fêtes foraines, et nous ne pouvons que reconnaître la cruelle vérité des

« Les os, les fumiers et autres détrit-
« us devront être enlevés régulièrement
« tous les jours avant 9 heures du matin. »

ART. 52. — « A l'arrivée et au départ des établissements forains, les rou-
« lottes devront être lavées avec une solution de chlorure de zinc ou d'eau
« de javel. »

ART. 53. — « A l'issue de la fête, le terrain occupé par des ménage-
« ries, manèges, cirques, écuries, ou autres établissements employant des
« animaux, devra être désinfecté à l'aide d'une solution de chlorure de
« zinc ou de chaux, par les soins des forains. »

« Avant d'abandonner leurs emplacements, les forains devront débar-
« rasser complètement les dits emplacements des matériaux et des terres
« qu'ils y auraient amenés. »

1. *Op. cit.*, p. 44.

lignes suivantes: « Mais au point de vue moral, le danger est encore plus grave. Au milieu d'attractions « d'une banalité déplorable, ces fêtes n'offrent que des « spectacles grossiers, quelquefois même répugnants. « *Elles exercent une attraction malsaine sur la population ouvrière de la région*, et détournent de son vrai « but le salaire des travailleurs. Elles sont une cause « de corruption pour les jeunes gens des deux sexes, « par la promiscuité qu'elles engendrent avec un certain « public aux mœurs inavouables qui les fréquente assidûment. »

H. — FOIRE AU PAIN D'ÉPICE

Cette foire a perdu aujourd'hui son caractère primitif. A l'origine n'y étaient admis que les seuls vendeurs de pain d'épice, mais elle est devenue peu à peu une agglomération de baraques foraines. Les prescriptions de l'ordonnance du 21 février 1906 lui sont en général applicables, à part toutefois certaines dispositions particulières.

C'est ainsi qu'il n'y a pas ici d'adjudication aux enchères pour le placement des forains. Ce placement est fait, suivant leur ancienneté, par les soins d'une commission spéciale composée du commissaire divisionnaire de la 3^e division, président, et des commissaires de police des quartiers du Bel-Air, Sainte-Marguerite et Pic-

pus (1). Entre autres obligations les forains sont tenus d'occuper entièrement et personnellement la place qui leur a été attribuée. Dans le cas contraire, le métrage de cette place serait réduit, l'année suivante, de toute la partie inutilisée. Tout forain qui, sauf excuses justifiées, n'occuperait pas trois dimanches sur cinq l'emplacement dont la concession lui a été faite, perdrait son droit à l'ancienneté.

Le cas peut se produire où soit des travaux de voirie, soit des transformations de la voie publique viendraient à supprimer la place habituellement occupée par un forain. Ce dernier serait alors *tout d'abord* pourvu provisoirement, pour l'année courante, d'un emplacement pris parmi les places libres. Si la suppression n'est que momentanée, le forain peut reprendre l'année suivante sa place ordinaire ; si la suppression est permanente, il concourt avec les autres forains pour une place définitive suivant son ancienneté.

Dans les voies où le placement des forains se fait sur les trottoirs contigus aux boutiques, les commerçants boutiquiers ont un droit de préférence pour occuper la

1. L'ancienneté s'établit par la production devant la commission de placement de la collection des cartes constatant la présence ininterrompue du forain sur la fête du Trône, ou par la présentation des récépissés du paiement du droit des pauvres ou de toutes autres pièces administratives probantes. Si cette preuve ne peut être faite par le forain, son rang sera ramené à la date de la carte la plus ancienne de la série interrompue.

place située en face de leurs établissements. Ils ne peuvent toutefois sous-louer les emplacements ainsi concédés, et il leur est également interdit d'y exposer ou d'y vendre des marchandises qui ne se rapporteraient pas au commerce pour lequel ils sont patentés.

II

MARCHÉS ÉTABLIS TEMPORAIREMENT SUR LA VOIE PUBLIQUE

1^o *Marchés régis par l'ordonnance du 30 décembre 1865.*

En dehors des *Halles centrales* dont l'organisation actuelle est régie par la loi du 11 juin 1896 et par le règlement d'administration publique du 8 octobre 1907, les marchés publics de Paris et du département de la Seine sont soumis à l'ordonnance de police du 30 décembre 1865 qui a déterminé les conditions de leur exploitation et de leur fonctionnement.

Cette réglementation concerne non seulement les marchés *couverts* ou *permanents*, mais aussi les *marchés tenus sur la voie publique* (1) à certains jours et les seuls dont nous ayons à nous occuper ici.

1. Les marchés tenus sur la voie publique sont appelés encore *marchés découverts*. La concession des places, attitrées ou non, est accordée par la Préfecture de la Seine qui est seule chargée de fixer et de percevoir les taxes de location.

Dans les marchés *découverts*, l'exposition en vente et le dépôt de marchandises sont prohibés, les jours autres que ceux fixés par les règlements, et en dehors des heures d'ouverture et de clôture des ventes, annoncées à son de cloche. Les marchands ni le public ne peuvent de même continuer les transactions passés les heures réglementaires.

L'arrivée des marchands et la prise de possession des places pour le dépôt des marchandises et l'agencement des étalages ne doivent avoir lieu, sous aucun prétexte, plus de deux heures avant l'ouverture des ventes. Les marchands dépourvus de place attirée ne sont autorisés à s'installer, dans les mêmes limites de temps, qu'au fur et à mesure de leur arrivée avec leur approvisionnement, et il leur est interdit de retenir aucune place à l'avance (1).

La mise en place des abris par les entrepreneurs de l'installation ne doit commencer qu'à 11 heures du soir, la veille du jour de vente. Leur enlèvement doit être effectué aussitôt après la clôture du marché. Pendant le travail de pose et d'enlèvement de ces abris, toutes les précautions nécessaires doivent être prises afin de ne pas entraver la circulation publique (2). Les voitures attelées ou non attelées, les bêtes de trait ou de somme, employées au transport des marchandises

1. O. P., 30 décembre 1865, art. 45 et 46.

2. *Id.*, *ibid.*, art. 48.

et du matériel, doivent être retirées du marché, aussitôt après le déchargement, pour être placées, soit dans les auberges, soit sur les lieux affectés leur stationnement. Elles ne doivent, d'autre part, y être ramenées qu'à l'heure où les marchandises quittent la place.

Diverses prescriptions ont été formulées en vue d'assurer le maintien de l'ordre public dans les marchés découverts. Aux termes de l'article 59 de l'ordonnance, il est défendu aux marchands ainsi qu'aux gens à leur service « de stationner debout ou assis dans les passages réservés à la circulation, d'annoncer par des cris la nature et le prix des articles de vente ; d'aller au-devant des passants pour leur offrir des marchandises, de leur barrer le chemin et de les tirer par le bras ou les vêtements ; de rappeler les clients d'une place à une autre ; de conduire ou envoyer le public dans les boutiques et magasins du dehors, ou à d'autres places du marché ; de distribuer sur le marché d'autres adresses que celles de la place qu'ils y occupent (1). »

Enfin l'entrée des marchés, sur la voie publique aussi bien que celle des marchés couverts, est *interdite à tous les individus exerçant ordinairement leur profession sur*

1. Les titulaires des places doivent mettre bien en évidence à l'endroit désigné à cet effet, une plaque d'un modèle uniforme pour chaque marché, et indiquant leurs nom et prénoms.

la voie publique (1). Les porteurs et les commissionnaires ne peuvent circuler dans les marchés avec des *hottes ou des crochets*, à moins d'y être appelés; dans ce cas, aussitôt la marchandise chargée, ils doivent prendre la voie la plus directe pour sortir (2).

1. Exceptionnellement et en vue de l'alimentation des marchands admis à stationner dans les marchés, des autorisations spéciales peuvent être accordées, moyennant certaines conditions indiquées dans la permission même pour la *vente des soupes chaudes, des menus comestibles, des boissons chaudes et des rafraichissements*. (O. P., 30 décembre 1865, art. 40.)

2. L'ordonnance de police du 30 décembre 1865 n'a point indiqué de mesures d'hygiène spécialement applicables aux marchés tenus *sur la voie publique*; elle contient, par contre, de nombreuses prescriptions relatives au maintien de la propreté dans les installations fixes et les resserres des *marchés couverts*. Il n'en demeure pas moins vrai qu'il convient d'étendre aux marchés découverts l'interdiction notamment de jeter dans les passages réservés à la circulation « des pailles, papiers ou détritux quelconques » et de laisser séjourner sur le sol des places « des débris de viande, des vidanges de volaille, gibier, poisson ou autres résidus insalubres ». Il y a lieu de noter en outre l'obligation imposée aux tripiers, marchands d'abats et de saline, de ne faire usage que de bassins et baquets d'une absolue propreté.

L'inspection relative à la salubrité des denrées dans les marchés tant couverts que découverts est assurée par les *vétérinaires du service d'inspection sanitaire* de Paris et du département de la Seine, et par les *experts du Laboratoire municipal*.

Il est effectué, en particulier, une *inspection des viandes* qui a pour objet le rejet des quartiers reconnus insalubres ou des débris qui, sans être impropres à la consommation, n'ont pas de valeur marchande.

2^e Foire aux jambons.

Ce marché fait, chaque année, l'objet d'une ordonnance spéciale. Il se tient, dans les derniers jours de mars, sur le boulevard Richard-Lenoir, à partir de la rue Boule, et se prolonge, suivant les besoins, vers la rue Saint-Sébastien.

L'emplacement à occuper par chacun des inscrits (1) est déterminé par voie de tirage au sort, et l'installation ne peut s'effectuer qu'après justification du paiement du droit de place fixé à 0 fr. 20 par mètre superficiel (2).

Les marchands peuvent mettre en vente toute espèce de marchandises de charcuterie, à l'exception de porc frais. Les articles de charcuterie fabriqués avec la viande de cheval ne peuvent être exposés qu'à un endroit déterminé du champ de foire, et les vendeurs doivent apposer à la devanture de leur étal un écriteau portant indication de la nature de la marchandise débitée.

Les ventes dont l'ouverture et la clôture sont annon-

1. Cette inscription est reçue au Bureau de l'inspecteur chargé de la surveillance du marché.

La déclaration de chaque marchand doit être accompagnée du dépôt de sa patente ou d'un certificat de domicile délivré par les autorités du lieu de sa résidence, puis de la quittance d'octroi, constatant le paiement du droit à Paris, pour les marchandises de provenance extérieure.

2. Décision du Conseil municipal du 4 décembre 1862 et A. P. du 19 du même mois.

cées à son de cloche, ne peuvent avoir lieu que de 6 heures du matin à 7 heures du soir.

Il est défendu aux marchands de se réunir pour opérer leurs ventes et constituer des marchés illicites dans les auberges, cours de maisons particulières et autres lieux clos ou non, soit pendant la tenue de la foire, soit avant son ouverture ou après qu'elle a été déclarée close.

3° Foire à la ferraille.

De même que la foire aux jambons, la foire à la ferraille fait chaque année l'objet d'une ordonnance spéciale. Elle se tient sur les quartiers de la Folie-Méricourt, de Saint-Antoine et des Quinze-Vingts, à la suite de la foire aux jambons.

Seuls les *brocanteurs* ou *ferrailleurs* régulièrement inscrits à la Préfecture de police peuvent concourir au tirage au sort auquel il est procédé pour l'obtention des places. Depuis 1905 un double tirage au sort a été substitué au tirage au sort unique antérieurement en usage.

Au premier tirage participent tous les brocanteurs et ferrailleurs qui se sont fait inscrire dans un délai déterminé (1). Ce tirage a pour objet (en raison du nombre limité des emplacements) de désigner ceux

1. Cette inscription a lieu au commissariat du quartier ou de la circonscription. Les listes d'inscription sont centralisées à l'inspection divisionnaire de la circulation et des transports, à la Préfecture de police.

d'entre eux qui peuvent seuls concourir à l'obtention d'une place. Le second tirage a pour but l'attribution définitive des emplacements disponibles entre les marchands auxquels le tirage antérieur a donné les premiers numéros (1).

1. En dehors des foires à la ferraille et au jambon, il existe encore sur la voie publique certains marchés spéciaux. Les uns sont permanents tels que les *marchés aux Fleurs* et *aux Arbustes* (Place de la République et quai aux Fleurs), d'autres sont autorisés seulement à de certains jours, tels que les dimanches pour le *marché aux oiseaux* (place du Marché-aux-Fleurs).

En ce qui concerne le marché aux oiseaux, il y a lieu de signaler qu'il s'y vend clandestinement au mépris des règlements en vigueur des *oiseaux indigènes* tels que pinsons, rossignols, chardonnerets, etc. Une surveillance active donnerait certainement à cet égard des résultats intéressants.

Nous devons enfin signaler ici l'ancien marché aux meubles, connu sous le nom de « Trôle » et qui, il y a peu de temps encore, se tenait, chaque samedi, sur l'avenue Ledru-Rollin, à son intersection avec la rue du Faubourg Saint-Antoine.

Le but primitif de ce marché fort encombrant pour la circulation, attendu qu'il envahissait une partie même des trottoirs, était de permettre aux petits artisans qui travaillent seuls et sont dépourvus de boutique, d'exposer à certains jours les meubles qu'ils avaient eux-mêmes fabriqués. Les meubles étaient présentés dégarnis de leurs accessoires; c'est ainsi que les armoires à glace étaient mises en vente sans la glace. En fait, malheureusement — et c'est d'ailleurs ce qui a motivé la suppression de la trôle — les marchands en boutique s'entendaient avec certains petits industriels, pour faire transporter chaque samedi sur le lieu du marché une partie des meubles exposés en vente dans leurs magasins. Les petits fabricants à domicile et les ouvriers ébénistes travaillant seuls se sont trouvés peu à peu évincés par cette concurrence qui avait fait dévier ce marché spécial de sa destination primitive.

III

LES PERMISSIONS D'ÉTALAGE

A Paris, les permissions *d'étalage*, quelle qu'en soit la nature, sont accordées en principe par le Préfet de la Seine ; ce n'est qu'exceptionnellement qu'elles le sont par le Préfet de police.

Après avoir conféré au Préfet de la Seine une partie des attributions que le Préfet de police tenait de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII, notamment en ce qui concerne la *petite voirie* (1), le décret du 10 octobre

1. Il faut entendre ici l'expression *petite voirie* avec le sens que ces mots avaient sous l'ancien régime. Petite voirie ne signifiait pas alors l'ensemble des voies de moindre importance par rapport à celles qui en ont le plus. L'ouverture, la direction, l'alignement et tout ce qui est fait en vue de l'existence ou de la conservation d'une voie de communication, même d'une simple voie commerciale, était réputé *grande voirie*, alors que ce qui n'a trait qu'à la *sûreté et à la commodité du passage*, même sur une route royale était dit de *petite voirie*. (V. sur ce point : Auroct *Conférences sur l'administration et le droit administratif*, tome III, livre III.)

L'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII se conformait d'ailleurs à cette terminologie, puisque, après avoir dit que le préfet de police serait chargé de *tout ce qui a rapport à la petite voirie*, il précisait le sens de ce terme en disant qu'il aurait à cet effet sous ses ordres des « *commis-saires chargés de surveiller, permettre ou défendre, l'ouverture des boutiques, étaux de charcuterie ; l'établissement des auvents ou construction de même genre qui prennent sur la voie publique l'établissement des échoppes ou étalages mobiles.* »

1859 contient en effet les deux réserves suivantes : En premier lieu, « le Préfet de la Seine ne peut concéder aucun emplacement, ni aucun stationnement sur la voie publique, la rivière, les canaux et les ports, sans avoir pris l'avis du Préfet de police. »

En second lieu : « Le Préfet de police, après avoir pris l'avis de son collègue de la Seine, peut accorder exceptionnellement des permissions d'étalage sur la voie publique *pour une durée de moins de quinze jours* (1). »

1^o PERMISSIONS D'ÉTALAGE ACCORDÉES PAR LE PRÉFET DE LA SEINE

a). — *Le règlement des concessions sur la voie publique.*

Les concessions sur la voie publique à Paris sont actuellement régies par le règlement du Préfet de la Seine en date du 9 janvier 1907, lequel a été pris sur les avis émis par le conseil municipal de Paris, le 16 avril 1906 et les 19 et 31 décembre de la même année, au sujet d'un nouveau projet de réglementation de ces concessions.

Le règlement a institué dans chaque arrondissement une *commission locale*, composée du maire, président

1. En cas de dissentiment entre le Préfet de police et le Préfet de la Seine, lorsqu'il doit y avoir entre eux entente préalable, c'est le Ministre de l'Intérieur qui est appelé à trancher le différend.

ou d'un adjoint le remplaçant, de l'officier de paix et des commissaires de police des quartiers intéressés, du représentant de la commission d'hygiène, et de la direction des travaux et du service extérieur des concessions, ces derniers désignés par arrêtés préfectoraux. Cette commission a spécialement pour mission d'examiner les dérogations qui dans certains cas prévus peuvent être apportées au règlement.

b). — *Prescriptions relatives aux conditions d'établissement des concessions.*

Les concessions ne sont en principe accordées que dans la limite d'une *zone concédable*, et seulement au-devant des boutiques et établissements des commerçants munis de patente.

La largeur concédée ne peut dépasser le tiers du trottoir. Elle est comptée à partir du socle de la devanture, et, en l'absence de devanture, à partir du nu du mur de façade. Dans les voies plantées d'arbres, pour la mesure de la largeur concédée, déduction est faite de la largeur de la zone comprise entre la bordure du trottoir et l'axe de la première ligne des arbres. Dans les grandes voies à contre-allées, pour le calcul de la zone concédable, on ajoute la largeur de la contre-allée à celle du trottoir.

En ce qui concerne les étalages, les concessions ne

doivent pas en principe dépasser 2 mètres (1) et sauf arrêtés spéciaux, dans les voies où les trottoirs ont 1 m. 50 ou une largeur moindre, il ne doit être accordé aucune permission d'étalages ou de terrasses.

En ce qui a trait aux *dépôts de tables* et de *chaises* devant des limonadiers et débitants de boissons, les concessions, sauf arrêtés spéciaux, doivent avoir au minimum les largeurs suivantes : 1 mètre pour une rangée de tables et une rangée de chaises adossées à la devanture ; 1 m. 50 pour une rangée de tables et deux rangées de chaises, et ainsi de suite dans la limite de la zone concédable.

La concession peut porter en longueur sur une ou plusieurs façades ; toutefois elle peut être réduite à un côté de la façade, à condition de ne présenter ni division, ni interruption le long de cette façade, et d'être limitée à ses extrémités par des lignes obliques, soit pour les besoins de la circulation, soit sur la réclamation reconnue justifiée des voisins.

La largeur et la longueur de la concession doivent être indiquées par des repères (2) fixés sur le trottoir, sur les indications de l'administration. Ajoutons qu'il est formellement interdit, sauf toujours la réserve d'au-

1. Après avis des commissions locales, il a été accordé en 1907, des concessions d'étalage de plus de 2 mètres dans les III^e, V^e, VI^e, IX^e, X^e, XII^e, XIII^e, XIV^e, XVI^e, XVII^e et XVIII^e arrondissements.

2. Les frais de pose et d'entretien des repères sont à la charge du permissionnaire.

autorisations spéciales prises sur avis de la commission locale, de clore les étalages et les terrasses dans le sens de la largeur par des vitrages, écrans et autres dispositifs fixés au sol (1).

Le règlement du 9 juillet 1907 a également déterminé ce qui a trait à la hauteur des étalages. C'est ainsi que la hauteur des objets exposés, quelle que soit la largeur de la concession, ne peut dépasser 2 mètres à partir du sol (2).

A certains jours, tels que les dimanches ou à l'occasion de certaines fêtes, il peut être exceptionnellement accordé un prolongement des étalages et des terrasses. Ces prolongements intermittents ne sont autorisés qu'au-devant d'une boutique voisine fermée et moyennant le consentement *écrit* du voisin. La redevance qui est alors perçue est égale au cinquième de celle qui serait applicable à une occupation permanente de même situation et de même étendue.

Les concessions d'étalages et de terrasses sont toujours révocables ou suspensibles, *sans indemnité*, ni

1. « Toute publicité est interdite sur les écrans ; toutefois la partie « pleine des écrans pourra être utilisée, mais seulement pour la publicité « des articles vendus dans l'établissement. » (Reg. 9 juillet 1907, art. 8, § 7.)

2. Les étalages qui s'étendent au delà de 0 m. 50 de largeur ne peuvent s'élever à plus de 1 mètre au-dessus du sol. Il ne peut être suspendu aucun objet ni aucune marchandise au delà d'une largeur de 1 mètre. Les marchandises et objets suspendus, quels qu'ils soient, doivent être maintenus au moins à 2 m. 50 du sol.

délai, quand l'administration le juge nécessaire (1).

Tout étalage établi sans autorisation est frappé pour chaque constatation d'une redevance double du tarif normal, sans préjudice des poursuites que peut exercer l'administration.

Aux termes de l'article 24 du règlement, les étalages « de marchandises, les dépôts de tables et chaises des « limonadiers et débitants de boissons, pourront être « maintenus jusqu'à la fermeture des établissements, à « la condition d'être convenablement éclairés, mais « rien ne doit subsister sur la voie publique de ces éta- « lages ou dépôts, ni des grilles ou écrans limitatifs, « après la fermeture des établissements. Toutefois les « *caisses de fleurs et les arbustes pourront être main- « tenus de nuit sur les trottoirs.* »

Il est de principe enfin que les terrasses ne peuvent être utilisées pour aucun commerce accessoire (2).

1. Ces révocations et suspensions ne doivent être appliquées que pour les cas de force majeure présentant un caractère d'intérêt public, ou en cas de contravention, si le titulaire contrevenant n'a pas déféré aux avertissements qui lui ont été notifiés. Si par suite de travaux exécutés sur la voie publique, les terrasses ou étalages étaient suspendus pendant quinze jours consécutifs, il serait accordé un dégrèvement de taxe correspondant au temps de privation de jouissance (R. P. S. — 9 janvier 1907, art. 22, *in fine*).

2. Aux termes de l'article 26 du règlement des concessions : « Les « limonadiers et débitants de boissons pourront, à *titre de tolérance pré-* « *caire et révocable*, être autorisés, à placer, *sans redevance spéciale*, dans « la zone concédable, outre des tables et chaises, des *paniers d'huîtres*,

c). — *Prescriptions hygiéniques.*

Dans l'intérêt de l'hygiène, il est formellement interdit de placer sur le sol, dans des paniers ou dans des caisses, de la viande, de la volaille, du gibier, du poisson, des victuailles quelconques et, d'une manière générale aucun objet susceptible de salir ou incommoder les passants.

Les denrées alimentaires exposées aux étalages (1), ou mises en vente sur la voie publique, doivent être protégées contre les poussières et les souillures. Cette prescription reste malheureusement lettre morte dans bien des cas. Il est enfin défendu de découper sur les étalages les viandes et le poisson.

d). — *Application du tarif et taxes spéciales.*

Mode de recouvrement.

Les redevances dues à l'occasion des diverses concessions sont perçues conformément à un tarif fixé

« des caisses d'escargots, des caisses d'arbustes et de fleurs, ainsi que
« des supports pour le garage des bicyclettes (§ 1).

« Ils pourront également dans les mêmes conditions y installer des
« marchands de marrons, de crêpes, d'oranges, de journaux, de soupe
« et de lait chauds, ces deux derniers commerces jusqu'à neuf heures du
« matin. » Les supports à bicyclettes peuvent être exceptionnellement
installés en bordure du trottoir, après avis de la préfecture de police.

1. Aucun étalage de denrées alimentaires ne doit être établi à une hauteur moindre de 0 m. 60. (R. P. S. Art. 10, § 3).

pour chaque voie ; elles sont recouvrables par trimestre et d'avance. En cas de déménagement, la totalité devient immédiatement exigible. Il en est de même en cas de fin de bail, de cession de commerce et de cession de fonds non suivie de transfert de concession. Si toutefois le commerçant se rétablit à Paris, dans la même année, il lui est tenu compte de la redevance déjà payée pour la période correspondante. Enfin pour les locations à titre précaire, c'est-à-dire sans bail, le mode de recouvrement par trimestre n'est pas applicable. Les commerçants à titre précaire doivent en effet verser toujours d'avance la totalité de leurs redevances de stationnement à la caisse municipale.

2° PERMISSIONS D'ÉTALAGE ACCORDÉES PAR LE PRÉFET
DE POLICE

En vertu des dispositions du décret du 10 octobre 1859, des permissions d'étalages exceptionnels peuvent être accordées, comme nous le savons, par le Préfet de police. Nous distinguerons d'une part les mesures de tolérance spécialement consenties à l'occasion du Jour de l'An, et d'autre part les mesures relatives aux « étalages exceptionnels » proprement dits.

a). — *Tolérance du Jour de l'An.*

Le placement des baraques sur certains points de la voie publique à l'occasion du Jour de l'An est régle-

menté par l'ordonnance de police du 22 octobre 1906. L'autorisation de tenir une baraque n'est accordée qu'à des personnes nécessiteuses ou à des faconniers et industriels qui vendent des articles exclusivement fabriqués par eux.

Aucune redevance n'est perçue au profit de la caisse municipale.

Le placement des petits marchands est effectué par les commissaires de police sur leur quartier respectif. La préférence est accordée au pétitionnaire qui justifie, comme pour la foire au pain d'épices, d'une *occupation antérieure* de l'emplacement indiqué dans sa demande.

« Nul ne peut obtenir un emplacement, aux termes
« de l'article 3, *s'il ne justifie de sa qualité de Français*,
« et s'il ne produit au commissariat de police, où il se
« fait inscrire, un certificat d'identité et de résidence
« délivré par le commissaire de police de son quar-
« tier (1). »

1. Aux termes de l'ordonnance (art. 3) :

« Il ne pourra être délivré plus d'un certificat à la même personne. Il
« ne sera délivré qu'un certificat par ménage fixé sur le quartier. Le cer-
« tificat mentionne expressément l'usage auquel il est destiné, la profes-
« sion habituelle et les ressources du demandeur. Il indique si le titu-
« laire est marié, et dans ce cas, le signalement de la femme y figure
« avec celui du mari. Le certificat est signé par la personne à laquelle il
« est délivré, et porte également, s'il y a lieu, la signature de la femme.
« Le pétitionnaire qui voudra user de la faculté que l'article 4 accorde
« au chef de famille fera connaître le nombre de ses enfants et leur
« âge. Le certificat n'est valable que pour l'année de sa date. Il porte la

Les autorisations sont essentiellement personnelles, et les titulaires qui les ont obtenues doivent exercer en personne. En conséquence, ils ne peuvent se faire remplacer ni par des membres de leur famille, des employés à leurs gages, ou intéressés, ni par des tiers à quelque titre que ce soit. Par exception, les permissionnaires qui sont chefs de famille sont autorisés à vendre alternativement et à se faire suppléer, à l'heure du travail de l'atelier, par un de leurs enfants (1).

Mentionnons enfin qu'il est absolument interdit, sous peine de retrait de l'autorisation, de céder, d'échanger et de sous-louer l'emplacement concédé, et de s'installer sur un autre point que celui qui aura été assigné (2).

En dehors des *petites baraques*, des permissions peuvent être accordées aux personnes munies du certificat réglementaire délivré par le commissaire de leur quartier, pour l'installation de tables, d'appareils portatifs et de tréteaux, dans les rues et places, ainsi que sur les points où le stationnement ne présente pas d'in-

« photographie du titulaire. Il est tenu dans les commissariats de police
« un état des personnes auxquelles des certificats ont été délivrés. Ces
« états reproduisent les indications portées sur les certificats eux-mêmes
« et, en marge, la signature du titulaire et celle de la femme, le cas
« échéant. ».

1. O. C. 22 oct. 1906, art. 4.

2. L'objet de cette défense est d'éviter que des individus peu scrupuleux ne puissent, moyennant des sommes minimales payées aux petits marchands, accaparer à la fois plusieurs installations en sous-main.

convénients (1). Ajoutons qu'aucun appareil ne peut être installé aux angles des rues, sur les carrefours et dans les espaces réservés aux baraques. Ces dernières, convenablement alignées, doivent avoir la façade tournée du côté des maisons ; elles ne peuvent avoir plus de 2 m. 50 de longueur et doivent être séparées les unes des autres par un passage d'un mètre de largeur (2).

1. Nous pouvons signaler ici par analogie, qu'en tout temps, dans les rues barrées, le Préfet de police accorde des permissions de stationnements à des camelots qui demandent à installer des tables et des tréteaux sur ces points de la voie publique.

2. Aux termes d'une circulaire adressée le 22 novembre 1907 par le Préfet de police aux commissaires de police de la ville de Paris, « il ne sera établi de baraques que sur les boulevards, avenues, quais et places, ou dans les voies dont les trottoirs auront une largeur suffisante pour qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation.

« Il n'en sera établi aucune sur les points ci-après :

« Place Vendôme ;

« Place du Palais-Royal ;

« Place du Théâtre-Français ;

« Place des Pyramides ;

« Avenue de l'Opéra (partie comprise dans le quartier du Palais-Royal) ;

« Places de la Concorde et Voltaire ;

« Carrefour formé par le boulevard Magenta, le boulevard Denain et la rue La Fayette ;

« Croisement du boulevard de Sébastopol et du boulevard Saint-Denis ;

« Au centre des plateaux du boulevard Richard-Lenoir où sont installés les marchés Popincourt et Richard-Lenoir, et d'une façon générale aux abords des marchés découverts ;

« Sur tous les points où des travaux publics sont exécutés soit pour la construction du Métropolitain, soit pour l'établissement de voies de tramways, soit pour toute autre cause ;

« Sur l'emplacement affecté au marché aux fleurs, place de la Républi-

Il n'est accordé aucune autorisation pour l'exercice d'industries faisant emploi de fourneaux. Par suite il est interdit de faire et de débiter dans les baraques ou les installations portatives, des gaufres, des pommes de terre frites, des boissons chaudes et de confectionner des sucreries ou des gâteaux nécessitant l'emploi du feu.

Certaines prescriptions en outre concernent la publicité sur les petites baraques du jour de l'an : Toute publicité lumineuse est interdite à moins d'autorisation spéciale mais les parois des installations peuvent recevoir des affiches.

b). — *Étalages exceptionnels proprement dits.*

En dehors de l'installation des petites baraques, le Préfet de police, à l'époque du jour de l'an, accorde des permissions d'étalages exceptionnels d'une durée de moins de quinze jours. Ces permissions ne donnent lieu à la perception *d'aucune redevance* au profit de la

« que, soit entre les travées des places abritées, soit en façade dudit « marché. »

Ajoutons enfin que selon les dispositions de l'article 14, « aucune baraque ne pourra être placée devant les cafés, brasseries et autres établissements de ce genre dont les terrasses régulièrement autorisées occupent une largeur de plus de 2 m. 50 ; aux abords des bureaux et des stations d'omnibus ; aux abords des stations du Métropolitain ; devant les théâtres, dans l'axe de leurs façades ; en face des passages bitumés établis en travers des trottoirs et contre-allées.

caisse municipale ; mais il ne s'agit plus ici d'autorisations délivrées à des indigents ou à de petits industriels qui vendent les produits de leur fabrication ; ces tolérances sont accordées à des commerçants établis en boutique et auxquels est ainsi donnée, dans certaines conditions, la faculté d'installer au-devant de leur magasin un supplément d'étalage.

En vertu du décret du 10 octobre 1859, le Préfet de police peut également accorder en cours d'année, et notamment à l'occasion de certaines fêtes, des permissions d'étalages exceptionnels. Toutefois, à la différence de celles qu'il accorde au jour de l'an, ces autorisations ne sont alors délivrées, dans la limite, bien entendu, de la zone concédable, que sous la réserve du versement à la caisse municipale des droits fixés par les règlements (1).

1. Il est perçu à l'occasion des étalages *exceptionnels* un droit calculé d'après la surface occupée et à un tarif double du tarif normal, soit un douzième de la redevance annuelle correspondante. (Règlement des concessions sur la voie publique du 9 janvier 1907, art. 20.)

CHAPITRE III

OCCUPATION PERMANENTE DE LA VOIE PUBLIQUE PAR DES CONSTRUCTIONS A DEMEURE

A côté des stationnements temporaires auxquels donnent lieu les fêtes foraines, les marchés découverts et les étalages, la voie publique parisienne est occupée d'une façon permanente par un certain nombre d'installations à demeure. Tels sont les *kiosques à journaux*, les *kiosques* et les *baragues* où se vendent des fleurs, les *chalets* de nécessité et les *boîtes* des bouquinistes sur le parapet des quais (1).

Ces installations sont en principe concédées par la Préfecture de la Seine moyennant le paiement de certains droits mais conformément aux dispositions du décret du 10 octobre 1859, le Préfet de police, à qui appartient la charge de veiller à la liberté de la circulation, doit toujours être consulté (2).

1. On a supprimé depuis peu, comme nous le verrons, les *Buffets parisiens* ou *Drink-Halls*.

2. Il y a lieu de mentionner à cet égard que, même en cas d'avis favorable donné par la Préfecture de police, le Préfet de la Seine peut refu

Les kiosques à journaux et autres installations similaires sont en fait concédés à des Compagnies privées. Dans l'exploitation des concessions qui leur sont consenties, ces compagnies doivent — en outre du paiement de la redevance — se conformer aux clauses consignées aux cahiers des charges; c'est ainsi que les compagnies concessionnaires des kiosques et des chalets de nécessité sont tenues d'établir leurs installations suivant un modèle déterminé de même que d'en assurer, dans des conditions particulières, l'éclairage et l'entretien.

Les titulaires de ces installations, sauf pour les chalets de nécessité (1), sont nommés par le Préfet de la Seine. Ils payent à la compagnie concessionnaire une redevance suivant la nature et le lieu de l'emplacement concédé (2), dont le taux est fixé conformément à

ser de laisser établir de nouvelles installations, si le service des promenades et plantations qui est toujours appelé à donner son avis, estime que le caractère esthétique ou la perspective d'un boulevard ou d'une avenue peut avoir à en souffrir.

1. Pour les chalets de nécessité les titulaires sont directement nommés par la compagnie concessionnaire.

Les tenanciers des kiosques sont nommés au fur et à mesure des vacances, sur la présentation, tantôt du Préfet de police, tantôt de son collègue de la Seine; toutefois l'arrêté de nomination est toujours signé par le Préfet de la Seine.

2. Le kiosque à journaux le plus rémunérateur de Paris est celui qui se trouve placé devant la cour d'entrée de la gare Saint-Lazare. Le chiffre du revenu est de 3.000 francs environ.

un tarif préalablement établi par l'autorité préfectorale (1).

Les *boîtes des bouquinistes*, sur le parapet des quais, ne sont point l'objet de concessions à des compagnies. Sous certaines conditions, et moyennant le paiement d'une taxe, elles sont installées à demeure par les particuliers à qui elles ont été isolément consenties.

En dehors des kiosques et installations similaires, il existait récemment encore, et au nombre de 23, sur certains points de la voie publique des établissements appelés *Buffets parisiens* ou *Drink halls* et où l'on débitait des rafraîchissements et des gâteaux. Par délibération du 16 décembre 1907, le conseil municipal a décidé de ne pas renouveler la concession de ces établissements dont le terme venait à expirer le 31 décembre suivant.

1. Ce tarif varie de 5 à 20 francs par mois, mais remarquons que les compagnies concessionnaires tirent surtout bénéfice de l'exploitation du monopole de publicité qui leur est réservé sur ces installations. Quant à la compagnie concessionnaire des emplacements des édicules connus sous le nom de *Colonnes Morris*, elle détient une sorte de monopole de publicité théâtrale sur la voie publique.

Le maintien des *Colonnes Morris* ne paraît guère se justifier que pour des raisons fiscales et malgré les revenus qu'ils procurent à la ville, la suppression de ces édicules semble s'imposer pour plusieurs raisons. Non seulement en effet, les informations que l'on y trouve sont déjà fournies au jour le jour par la presse, mais ils apportent sans utilité certaine une gêne de plus à la circulation. On ne peut même pas donner en leur faveur l'argument présenté pour les kiosques à journaux, qu'ils aident à faire vivre des personnes nécessiteuses.

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES QUI RÉSULTENT POUR LA CIRCULATION DU COMMERCE ET DES PROFESSIONS NE S'EXERÇANT PAS SUR LA VOIE PUBLIQUE

Le commerce et les professions qui se pratiquent en fait sur la voie publique ne sont point seuls de nature à exercer sur la circulation une action perturbatrice. Nous allons voir que certains faits, qui pour la plupart constituent ce que l'on pourrait appeler des *manifestations extérieures du commerce en magasin*, apporteraient à la libre circulation, s'ils n'avaient pas été réglementés, une gêne considérable.

a). — *Publicité lumineuse. — Cinématographes. Phonographes.*

Le Préfet de police a été amené à rendre, le 12 avril 1899, une ordonnance visant *l'exhibition de transparents lumineux affectés à la publicité*, ainsi que la *mise en action des phonographes* soit par les industriels qui vendent ces appareils, soit par les marchands de chansons.

« Attendu », dit l'exposé des motifs de l'ordonnance,
« que l'exhibition de transparents lumineux et la mise
« en action de phonographes ou instruments analogues
« qui se font entendre sur la voie publique, donnent
« lieu fréquemment à des rassemblements et nuisent au
« bon ordre, à la sécurité et à la tranquillité de la rue ;
« que ces exhibitions peuvent en certains points occa-
« sionner des discussions et des rixes sur la voie publi-
« que ;

« Considérant qu'il convient de prévenir les incon-
« vénients résultant de ce mode de publicité ;

« Arrêtons :

« L'exhibition de transparents lumineux et la mise
« en action de phonographes ou appareils analogues se
« faisant entendre au dehors sont formellement inter-
« dites à moins d'autorisation spéciale. »

En fait, les autorisations prévues par ce règlement ne sont jamais délivrées qu'à la suite d'une enquête approfondie ; elles n'ont qu'un caractère précaire, et sont essentiellement révocables.

En dehors de ce qui a trait à la publicité lumineuse proprement dite il y a lieu de relever certaines interdictions relatives à d'autres modes de réclame sur la voie publique : c'est ainsi que les marchands des quatre saisons ne doivent installer ni apposer sur leurs voitures aucunes annonces ni réclames d'aucune sorte (1).

1. O. P. 12 septembre 1906, art. 7.

Les annonces-réclames d'autre part, sont interdites lorsqu'elles sont portées à bras sur les boulevards, entre la place de la République et la Madeleine, la rue Royale, l'avenue des Champs-Élysées et l'avenue du Bois de Boulogne (1). Lorsqu'elles sont portées à dos d'homme, elles ne doivent pas mesurer plus de 0 m. 65 de largeur et 0 m. 80 de hauteur; celles qui sont portées à l'extrémité d'une hampe ne doivent pas s'élever à plus de 1 mètre au-dessus de la tête des porteurs (2).

Les porteurs d'annonces-réclames sont astreints à marcher à 20 mètres au moins les uns des autres; ils ne peuvent, durant les instants affectés au repos, laisser leur matériel sur la voie publique; il leur est enfin interdit de se travestir ou de revêtir des costumes excentriques (3).

Ajoutons que la circulation dans Paris de *voitures-réclames* susceptibles de provoquer des rassemblements est interdite. Toutefois la circulation faite *unique-ment dans un but de publicité*, de voitures portant des articles de magasins tels que lits en fer, articles de quincaillerie, meubles, etc., n'est pas prohibée, si la voiture n'a rien de particulièrement excentrique et si elle ne stationne à aucun moment sur la voie publique.

1. O. P. 20 novembre 1888, art. 1^{er}.

2. *Ibid.*, art. 2.

3. *Ibid.*, art. 3.

b). — *Racolage.*

L'ordonnance du 11 juillet 1821 *sur le racolage* demeure toujours en vigueur, dans son esprit, sinon dans sa lettre. Elle avait été prise plus particulièrement pour protéger certains quartiers, à savoir : les quais de la Mégisserie, de Gesvres et Lepelletier, ainsi que les abords des marchés du Temple et Saint-Jacques-la-Boucherie. Ces points de la voie publique étaient en effet sans cesse troublés et encombrés autrefois par des *racoleurs*, qui cherchaient à entraîner les passants dans les boutiques où se vendaient alors des chapeaux, des chaussures et des hardes de tout genre.

L'ordonnance de 1821 pose le principe général qu'il est défendu à tous les marchands d'envoyer sur la voie publique des femmes de journée, ou tout autre agent, dans le but de se faire amener des acheteurs dans l'intérieur de leur magasin, et par voie de *racolage* (1).

Il reste enfin à noter ici qu'un texte spécial a interdit aux *balanciers* qui se rendent dans les centres où s'opère

1. En fait il y aurait encore lieu de nos jours de veiller à la stricte observation de cette ordonnance qui paraît tombée en désuétude. Pour s'en convaincre, il suffit de remarquer ce qui se passe par exemple dans la rue du Faubourg Saint-Antoine où les marchands de meubles ont à leur service de véritables *racoleurs*, qui harcèlent les passants, et leur barrent littéralement le passage, en leur mettant presque malgré eux des prospectus dans la main.

la vérification des poids et mesures, de racoler les assujettis sur la voie publique. Ils ne peuvent de plus s'installer ni dans le même bâtiment que le vérificateur, ni sur la voie publique, aux abords des bureaux de vérification (1).

c). — *Stationnements d'ouvriers sans travail,
en vue de l'embauchage.*

Tant qu'ils ne sont pas l'occasion d'un trouble quelconque dans la rue, ces stationnements d'ouvriers sans travail sont autorisés parfois sur certains points de la voie publique.

Les principaux de ces stationnements sont ceux de la place Baudoyer, pour les peintres, de la rue François-Miron pour les couvreurs, et de la place Lobau pour les maçons. Ils présentent une réelle utilité en ce sens que les patrons à la recherche d'ouvriers sont toujours certains d'en trouver à ces endroits connus, où le prix des salaires s'établit suivant la loi de l'offre et de la demande (2).

1. O. P. 20 décembre 1892 concernant la vérification et l'usage des poids et mesures.

2. Signalons dans un ordre de choses analogue qu'aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance de police du 30 juillet 1907, l'interdiction est faite à toute personne et notamment aux agents des funérailles, régleurs de convois, marbriers, et à leurs employés, de faire des offres de service à l'intérieur de tout édifice public, ainsi que *sur la voie publique*.

d). — *Manifestations diverses et faits de nature à influencer sur la circulation.*

En vue de la liberté et de la sécurité de la voie publique, des ordonnances préfectorales ont encore réglementé ou interdit nombre de causes d'encombrement ou de danger, qui résultent soit de l'exécution des travaux, soit de l'exercice de commerces ou de professions susceptibles d'entraîner des inconvénients pour le passage.

1° *Couvreurs. Badigeonneurs.*

Les *couvreurs* sont tenus, s'il n'y a point de barrières au-devant des maisons ou bâtiments sur lesquels ils travaillent, de faire *stationner* dans la rue (ceci est curieux à noter) pendant l'exécution des travaux, un ou deux ouvriers, âgés de dix-huit ans au moins, munis d'une règle de deux mètres de longueur, en vue d'avertir et d'éloigner les passants du passage dangereux (1).

Les *badigeonneurs*, exécutant sur les murs riverains de la voie publique des ouvrages de nature à nuire ou à incommoder les passants, sont soumis à la même obligation (2).

1. O. P. 25 juillet 1862, art. 64.

2. *Id.*, *ibid.*

2^o Démolitions.

Les *démolitions* ne peuvent être commencées avant d'avoir été autorisées par le Préfet de police, et sans que les entrepreneurs aient pris toutes mesures utiles (établissement de barrières, d'échafaudages, etc.), en vue d'assurer la sûreté du public (1). Parfois les travaux nécessitent l'interdiction momentanée de la circulation dans certaines rues voisines.

La Préfecture de police peut alors autoriser les particuliers ou entrepreneurs à interdire le passage dans ces voies, mais à l'entrée des passages prohibés des poteaux supportant l'inscription : *Rue barrée* ou *rue interdite aux voitures* doivent être placés bien en évidence. Ces inscriptions doivent être éclairées la nuit (2).

3^o Barrières.

Les *barrières* installées sur la voie publique pour cause de constructions ou de démolitions ne peuvent être établies sans une autorisation du Préfet de police. Elles doivent être closes le soir, après la cessation des travaux, et éclairées durant la nuit par les soins des chefs d'entreprise (3).

1. O. P. 25 juillet 1862, art. 67 et 68.

2. *Id.*, art. 15.

3. *Id.*, art. 49 et suiv.

4° *Chargements et déchargements de voitures.*

Les chargements et les déchargements de voitures doivent être effectués par les entrepreneurs, négociants et marchands qui en sont propriétaires, dans les cours ou sous les passages des portes cochères de leurs maisons, magasins et ateliers (1).

Les voitures spécialement destinées aux approvisionnements ou à l'enlèvement des terres ou gravois des maisons en construction ou en réparation doivent, toutes les fois que cela est possible, entrer dans l'intérieur des propriétés. Dans le cas contraire, elles se placent parallèlement à la maison, jamais en travers de la rue (2).

5° *Échafaudages.*

Les *échafaudages* ne peuvent être établis sur la voie publique, à Paris, sans l'autorisation du Préfet de police (3). Ils doivent être éclairés la nuit, aux heures fixées pour l'éclairage public (4). En cas d'interruption des travaux pendant plus de huit jours, ils doivent être

1. O. P. 25 juillet 1862, art. 91.

2. *Id.*, art. 58.

3. *Id.*, art. 52.

4. *Id.*, art. 55.

enlevés, à moins d'une autorisation spéciale (1). Ils doivent être enlevés immédiatement après l'exécution des travaux (2).

Le propriétaire et l'entrepreneur doivent, dans les quarante-huit heures qui suivent l'enlèvement des échafaudages, faire réparer le sol de la voie publique sur lequel ces échafaudages étaient installés (3).

Les échafaudages *fixes*, scellés ou non dans le mur de face, et portant sur le sol ; les échafaudages fixes en saillie et en bascule sur le mur de face ; les échafaudages *mobiles* ou *fixes* suspendus par des cordages ; enfin les échafaudages *métalliques* roulant sur des barres d'appui, doivent être, les uns et les autres, installés suivant certaines prescriptions édictées aux articles 1^{er} à 13 de l'ordonnance de police du 12 mai 1881.

6^e *Étalages pouvant salir les passants. — Saillies.*

Les étalages susceptibles de salir les passants sont interdits (4) ; il en est de même de ceux qui sont de nature à gêner la circulation (5).

Les saillies des objets qui ne font pas partie des bâ-

1. O. P., 25 juillet 1862, art. 57.

2. *Ibid.*, art. 65.

3. *Ibid.*, art. 66.

4. *Ibid.*, art. 89.

5. *Ibid.*, art. 90.

timents ne peuvent être établies que dans les conditions prescrites par le décret du 13 août 1902 (1).

1. Le maximum des saillies des supports d'étalages sur les façades est égal à deux fois celui du gabarit pour la partie inférieure des bâtiments. Aucun étalage n'est permis plus haut que l'étalage immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée.

Pour les enseignes, tableaux-enseignes, attributs, écussons, écriteaux de location, grands tableaux, transparents en forme d'appliques, vitrines lumineuses, horloges, lanternes mobiles et fixes à bras ou à consoles et autres objets analogues, le maximum de saillie est : quand la plus grande dimension de ces objets est parallèle au mur de face, celui du gabarit pour la partie inférieure des bâtiments ; quand la plus grande dimension de ces objets est perpendiculaire au mur de face, le dixième de la largeur de la voie avec un maximum de 2 mètres.

La hauteur peut être égale à la saillie permise et la largeur à la moitié de cette même saillie. Les potences, supports et attaches sont compris dans ces mesures.

Les bannes et stores ne peuvent avoir, au rez-de-chaussée, qu'un maximum de saillie de 3 mètres.

La distance entre la saillie des bannes et stores au rez-de-chaussée, et l'aplomb de l'arête du trottoir, ne doit pas être inférieure à 50 centimètres.

Les lambrequins, branches, supports, coulisseaux, joues, en un mot toutes les parties accessoires des bannes, doivent être arrêtés à 2 m. 50 au moins au-dessus du trottoir.

Les bannes doivent être essentiellement mobiles et ne peuvent, en aucun cas, être établies à demeure. En outre, elles doivent être disposées de façon à ne masquer ni les appareils de l'éclairage public, ni les plaques indicatrices des noms des voies publiques.

Aucun de ces objets ne peut être autorisé sur les façades au droit desquelles il n'y a pas de trottoir.

Les joues des bannes dont il n'est pas question dans le décret du 13 août 1902 peuvent être l'objet de tolérances spéciales tant que ces joues ne gênent ni la circulation, ni les voisins.

7° Signaux.

La durée des signaux ou appels au moyen d'appareils dits *sifflets*, *tierces* et *sirènes à vapeur*, dans les établissements industriels, ne peut en aucuns cas excéder quinze secondes (1).

8° Professions interdites sur la voie publique.

Il est expressément interdit aux *scieurs de long*, *maréchaux-ferrants*, *charrons*, *layetiers*, *emballeurs*, *serruriers*, *tonneliers*, *étameurs* et autres, de travailler et faire travailler sur la voie publique (2).

Il est de même interdit aux marchands épiciers, limonadiers et autres *de faire brûler sur la voie publique du café* et autres denrées (3).

Enfin il n'est pas permis en principe de *carder des matelas* et de *battre de la laine* ou du crin sur la voie publique. Les progrès de l'hygiène moderne semblent rendre désirable qu'il ne soit jamais dérogé à ce principe. Or il suffit actuellement que les opérations dont il s'agit puissent s'opérer dans une cour, ou à l'abri d'une porte cochère, pour qu'elles se voient autorisées, au grand préjudice de la salubrité générale (4).

1. O. P. 27 décembre 1901. Article premier.

2. *Ibid.*, 25 juillet 1862. Art. 110.

3. *Ibid.*, art. 112.

4. Si même il n'existe ni cour, ni porte cochère pour ce travail, le commissaire pourra cependant le tolérer sur un point qu'il désignera (*Ibid.*, art. 109).

CONCLUSION

Les exposés qui précèdent, permettent, semble-t-il, de se rendre compte avec une exactitude suffisante, non seulement de l'extension qu'ont prise, de nos jours les actes de commerce sur la voie publique parisienne, mais aussi de la multiplicité des professions et petites industries qui s'y exercent. Toutes ces manifestations, contraires en définitive à la destination normale de la voie publique, ont pour caractère commun de constituer autant de restrictions apportées par l'autorité municipale à son droit légal d'assurer le maintien de la libre circulation.

Mais s'il n'en est aucune, à vrai dire, qui ne puisse trouver à se justifier plus ou moins par des motifs d'ordre privé ou public en apparence très plausibles, il reste à savoir cependant si, dans certaines circonstances, un régime plus sévère ou même nettement prohibitif ne serait pas plus profitable à l'intérêt général?

Au début de notre travail nous avons tout d'abord

envisagé, dans cet esprit, les *professions ambulantes proprement dites* dont l'exercice ne comporte en principe qu'un stationnement assez court sur la voie publique. Or, étant donné que ces professions, moyennant une active surveillance du pouvoir compétent, n'apportent qu'une gêne peu sensible à la circulation, que d'autre part les permissions accordées ou les tolérances consenties s'appliquent à de pauvres gens, vivant au jour le jour, et pour la plupart chargés de famille, il ne paraît pas y avoir lieu de faire preuve à leur égard d'une rigueur exagérée.

Si en effet l'on considère le cas des *marchands des quatre-saisons*, qui tiennent tant de place dans cette étude, on est bien obligé de convenir que cette institution est des plus heureuses non seulement parce qu'elle réalise une forme très intéressante d'assistance par le travail, mais en raison aussi des réels services qu'elle rend journellement à la population ouvrière et pauvre. Nous tenons toutefois à rappeler ici la nécessité qu'il y aurait, à notre avis, de supprimer peu à peu par voie d'extinction les *stationnements tolérés* qui sont une cause incessante d'encombrement en de nombreux points de la voie publique. Les arguments que l'on peut faire valoir en faveur de leur utilité sont de faible poids contre cet inconvénient, surtout si l'on songe qu'à toute heure du jour un grand nombre d'ambulants circulent dans les rues pour vendre les mêmes produits, et que chaque quartier de Paris est pourvu d'un mar-

ché couvert ou de marchés périodiques en plein vent.

En ce qui concerne plus particulièrement les petites industries de la rue, il serait excessif d'en poursuivre la suppression. A les autoriser ou les tolérer avec réserve, il ne semble pas qu'on ait créé sur la voie publique une cause trop sensible d'encombrement ou de trouble. Leur complète disparition — et cet argument, à notre estime, est loin d'être sans valeur — ferait perdre à la capitale un des plus curieux éléments de son pittoresque.

A côté des professions dites proprement ambulantes parce qu'elles n'exigent de stationnement dans la rue que durant des instants très courts, nous avons envisagé les actes de commerce et les professions qui donnent lieu à une occupation plus ou moins prolongée de la voie publique. Les *fêtes foraines*, en particulier, ainsi que les *marchés découverts* et les *étalages* ont fait ici l'objet d'un examen détaillé.

En ce qui concerne les marchés périodiques sur la voie publique, il ne saurait être question d'introduire des modifications à l'état de choses actuel. La gêne momentanée qu'ils apportent à la circulation est en réalité largement compensée par les services qu'ils rendent à la population des quartiers dépourvus de marchés couverts permanents.

Le problème est autre si on examine l'opportunité du maintien des fêtes foraines dans Paris. Ainsi que

nous l'avons déclaré, nous estimons qu'il y aurait lieu de ne les autoriser que dans la banlieue (1).

Cette suppression des fêtes foraines dans l'intérieur de la ville peut d'ailleurs se justifier par une considération historique. Avant l'année 1851, date de l'annexion à Paris d'un certain nombre de communes suburbaines, aucune fête foraine, à part une exception ou deux peut-être, n'avait lieu dans la ville même. Au lieu de les rejeter hors de Paris, comme on aurait dû le faire, on a malheureusement laissé subsister ces fêtes dans les territoires annexés, et ainsi s'explique leur existence actuelle dans les arrondissements excentriques de la capitale.

Plusieurs raisons, à notre sens, militent en faveur de l'interdiction des fêtes foraines dans l'intérieur de Paris.

Tout d'abord elles sont une cause de déprédations nombreuses sur la voie publique, et malgré les précautions prises et la surveillance exercée, leur existence

1. Il y a malheureusement un très gros obstacle à la suppression des fêtes foraines dans Paris. Il consiste en ce que les municipalités recevant chaque année des sommes considérables en paiement des concessions accordées s'efforceront toujours d'en éviter, pour ce seul fait, la disparition. On fera valoir les services rendus aux écoliers pauvres par le produit des taxes foraines, sans vouloir convenir, comme nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer, que les mêmes parents à qui le dégrèvement profite, dépensent à la fête bien plus que ne représentent les fournitures et les avantages dont bénéficient leurs enfants.

présente les inconvénients les plus graves au point de vue de l'hygiène et de la salubrité.

De plus, et ce n'est pas le moindre reproche qui puisse leur être adressé, ces fêtes prolongées pendant plusieurs semaines attirent tout un monde interlope en quête de mauvais coups, en même temps qu'elles exercent sur les jeunes ouvriers et ouvrières un attrait des plus pernicioeux, non seulement par l'effet de certains spectacles, mais aussi en raison des fréquentations malheureuses qu'encourage la coupable insouciance des parents.

Lorsque nous aurons enfin rappelé que les fêtes foraines troublent la tranquillité du voisinage jusqu'à une heure avancée de la nuit, qu'elles apportent à la circulation une entrave très préjudiciable, il sera difficile d'opposer à ces constatations des arguments assez solides pour justifier leur maintien.

Ajoutons d'ailleurs que les forains, pour la plupart gens fort honnêtes et laborieux, n'y perdront rien pour avoir, de même qu'autrefois, installé leurs établissements dans les localités avoisinantes. Il faut, comme le dit M. Armengaud, « au clinquant de leurs oripeaux, et à « leurs baraques bariolées, de l'espace et le cadre de « la verdure. »

Si la suppression des fêtes foraines ne paraît pas près d'être bientôt décidée, il y a lieu toutefois de signaler un effort partiel et très louable tenté en ce sens. Dans l'ordonnance rendue par le Préfet de police à la date

du 22 octobre 1906 et relative au placement des petits marchands sur la voie publique à l'occasion du jour de l'an, l'article 17 contient la disposition suivante : « Par exception, et jusqu'à épuisement des tolérances accordées jusqu'à ce jour et par voie d'extinction, les forains munis de carnets et qui auront bénéficié d'autorisations antérieures sur un même emplacement depuis plusieurs années sans interruption, pourront occuper ce même emplacement pour y exercer leur industrie habituelle. »

On assistera ainsi à une disparition, lente il est vrai, mais fatale, et souhaitable, des installations foraines qui, à l'époque du jour de l'an notamment, et en dehors des fêtes régulières, encombrent et déparent les places et les rues les plus belles de Paris.

Pour ce qui est des *petites baraques du jour de l'an*, on nous accuserait certes de barbarie si nous penchions pour leur suppression. Nous sommes d'avis cependant qu'il ne faudrait pas hésiter à les condamner sans se laisser retenir par des raisons de sentiment, s'il arrivait aux petits marchands de louer leurs emplacements en sous-main. Il faudrait alors agir envers les petites baraques comme on l'a fait déjà pour la trôle. Le but qu'on se proposait en les tolérant et c'est à savoir de permettre aux petits industriels de vendre sans frais les produits de leur fabrication, ne se trouvant plus atteint, il ne resterait qu'à supprimer au plus vite une cause inutile d'encombrement, et dont un autre fâcheux effet

est de dérober aux visiteurs étrangers, si nombreux à l'époque du jour de l'an, les plus belles perspectives de nos boulevards.

Quant aux concessions d'empiètement sur la voie publique, la réglementation nouvelle semble donner satisfaction à la fois aux intérêts des étalagistes et aux exigences de la circulation. Ainsi que nous l'avons vu, les limites maxima de la zone concédable ont été déterminées avec beaucoup de sagesse. Le règlement, de plus, a spécifié les cas où en raison de l'étroitesse du trottoir aucune concession ne pourrait être accordée. Enfin l'institution des commissions locales d'arrondissement, dont le rôle principal est d'examiner les demandes de dérogation, constitue de par la composition même de ces commissions une garantie sérieuse pour la sauvegarde des intérêts du libre passage (1).

En dernier lieu, nous nous sommes élevé contre l'envahissement de la capitale par les édicules de toute sorte établis à demeure sur les trottoirs. On paraît toutefois être entré sur ce point dans une voie nouvelle, en supprimant récemment les *Buffets parisiens*. Il resterait cependant, ainsi que nous l'avons dit, à faire de même pour les *Colonnes Morris*.

1. Les commissions locales sont composées, à la fois, comme on le sait, de représentants des deux Préfectures. De la sorte, bien que les étalages soient pour la ville une source de grosses recettes, on est assuré que les considérations fiscales ne sauraient faire perdre de vue la nécessité du maintien de la sûreté et de la commodité de la voie publique.

Nous insistons en particulier sur le nombre excessif des *kiosques* de toute nature. Il est juste de remarquer toutefois que l'administration n'autorise presque plus les installations de ce genre. En ce qui concerne les kiosques à journaux spécialement, il n'est plus consenti aucune concession nouvelle.

En résumé, si, dans la plupart des circonstances, les restrictions admises jusqu'à ce jour à la liberté de la circulation dans nos rues peuvent se justifier par des considérations philanthropiques ou commerciales; il n'en demeure pas moins vrai que l'autorité municipale a le devoir de faire preuve en cette matière de la plus extrême prudence. Elle ne doit jamais perdre de vue qu'elle a d'abord pour mission de conserver le plus possible à la voie publique sa destination normale.

Vu : le Président de la thèse

BERTHELEMY

Vu : Le Doyen.

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	7

CHAPITRE PREMIER

Professions ambulantes proprement dites.

I

MARCHANDS DES QUATRE-SAISONS

A). — <i>Historique.</i>	15
B). — <i>La réglementation actuelle</i>	18
§ 1. — Du recrutement des marchands des quatre-saisons.	19
§ 2. — Carnets et médailles	23
§ 3. — Suppléances et autorisations de se faire aider.	27
§ 4. — Stationnements tolérés.	31
§ 5. — Stationnement pendant la durée des repas.	37
§ 6. — Des conditions de mise en circulation des voitures. Ancien et nouveau Paris . . .	38
§ 7. — Nature des denrées mises en vente . . .	43
§ 8. — Sanctions apportées aux prescriptions de l'ordonnance	46

C). — <i>Le principe de la liberté du commerce et la réglementation des actes de vente et des professions sur la voie publique</i>	54
--	----

II

BROCANTEURS AMBULANTS. — COLPORTEURS. — COMMISSIONNAIRES. CHIFFONNIERS

§ 1. — Professions régies par une loi.	66
a). — Brocanteurs ambulants	66
b). — Colporteurs	68
§ 2. — Professions ayant fait l'objet d'ordonnances spéciales.	71
a). — Commissionnaires	71
b). — Chiffonniers ambulants.	73

III

PROFESSIONS ET PETITES INDUSTRIES SOUMISES A L'AUTORISATION PRESCRITE PAR L'ORDONNANCE DU 25 JUILLET 1862

74

CHAPITRE II

Commerce et professions dont l'exercice comporte une occupation temporaire de la voie publique.

82

I

LES FÊTES FORAINES

A). — <i>Organisation générale des fêtes foraines.</i>	83
§ 1. — Placement des forains.	83
§ 2. — Conditions relatives à la concession des emplacements. Carnets.	87
§ 3. — Protection des arbres et des ouvrages de la voie publique.	88

B). — <i>Prescriptions générales. Interdictions.</i>	89
§ 1. — <i>Musique</i>	89
§ 2. — <i>Industries interdites</i>	90
§ 3. — <i>Enfants.</i>	91
§ 4. — <i>Visite des installations.</i>	91
C). — <i>Prescriptions relatives à certaines professions.</i> .	92
D). — <i>Théâtres, cirques et autres spectacles.</i>	93
E). — <i>Tirs.</i>	94
F). — <i>Éclairage. Électricité. Cinématographes.</i>	96
G). — <i>Mesures d'hygiène</i>	99
H). — <i>Foire au pain d'épice</i>	102

II

MARCHÉS ÉTABLIS TEMPORAIREMENT SUR LA VOIE PUBLIQUE

§ 1. — <i>Marchés régis par l'ordonnance du 30 décembre 1865.</i>	104
§ 2. — <i>Foire aux jambons</i>	108
§ 3. — <i>Foire à la ferraille.</i>	109

III

LES PERMISSIONS D'ÉTALAGE

§ 1. — <i>Permissions autorisées par le Préfet de la Seine</i>	112
a). — <i>La réglementation des concessions sur la voie publique</i>	112
b). — <i>Prescriptions relatives aux conditions d'établissement des concessions</i>	113
c). — <i>Prescriptions hygiéniques.</i>	117
d). — <i>Application du tarif et taxes spéciales.</i> <i>Mode de recouvrement.</i>	117
§ 2. — <i>Permissions d'étalage accordées par le Préfet de police</i>	118
a). — <i>Tolérance du jour de l'an</i>	118

b). — Étalages exceptionnels proprement dits.	122
--	-----

CHAPITRE III

OCCUPATION PERMANENTE DE LA VOIE PUBLIQUE PAR DES CONSTRUCTIONS, A DEMEURE	124
---	-----

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES QUI RÉSULTENT POUR LA CIRCULATION DU COMMERCE ET DES PROFESSIONS NE S'EXERÇANT PAS SUR LA VOIE PUBLIQUE	
---	--

a). — Publicité lumineuse. Cinématogra- phes. Phonographes.	127
b). — Racolage	130
c). — Stationnements d'ouvriers sans travail, en vue de l'embauchage.	131
d). — Manifestations diverses et faits de nature à influencer sur la circulation. . . .	132
§ 1. — Couvreurs, Badigeonneurs	132
§ 2. — Démolitions	133
§ 3. — Barrières	133
§ 4. — Chargements et déchargements de voitures.	134
§ 5. — Échafaudages.	134
§ 6. — Étalages pouvant salir les passants. Saillies.	135
§ 7. — Signaux.	137
§ 8. — Professions interdites sur la voie publique.	137
CONCLUSION	138

